

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes



n° 1261
6 ou 12 décembre 2001

3 F - 1,98 €

ISSN 0026-9433

Du nord au sud la révolution reste à faire

2002 : quel monde ?

DEPUIS la guerre froide des années 50, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Comme le chantait Bob Dylan, ceux qui avaient « Dieu à leur côté » pendant un conflit changeaient d'habits pour une autre période. Depuis la chute de mur de Berlin, les « méchants », le Mal incarné ne pouvait plus être les États de l'ex-URSS. Pour l'Empire Coca-Cola, être les « bons » ne signifiait plus grand-chose quand il n'y avait d'adversaire à qui se mesurer.

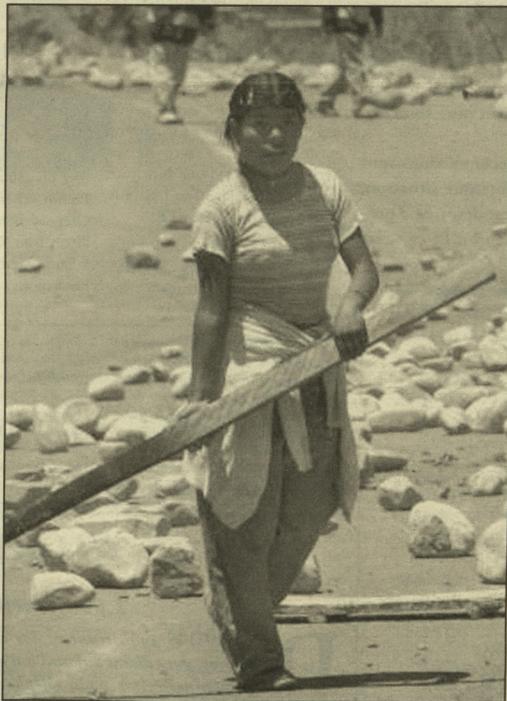
Le nouvel ordre mondial changeait donc de stratégie. Les USA, selon le dollar-roi, ont toujours confiance en Dieu, mais celui-ci est confiné aux bénéfices réalisés avec l'or noir. Quand pendant la guerre du Golfe, les conseillers de la Maison Blanche suppliaient le président des États-Unis de conserver des rapports commerciaux avec l'Irak, agissaient-ils pour le bien ou pour le mal ?

Aujourd'hui, depuis le 11 septembre de cette année, tristement, la même ritournelle se déroule sous une autre clef. « Divisions afghanes, détermination américaine » titrait dernièrement un quotidien parisien, à propos de la conférence de l'ONU à Bonn sur l'Afghanistan. Reliquat des actions anti-russes des USA, les talibans ont cristallisé le « mal » que doit combattre tout Américain qui croit à sa monnaie.

En Russie, le nouveau monarque Poutine change lui aussi d'habits de cérémonie et s'allie avec l'ancien ennemi contre le « terrorisme ». Au nom de quels intérêts ?

En France, face à tous ces retournements de veste, le couple Jospin-Chirac ne sait plus où renchéir. En peu en réserve par rapport aux déclarations bellicistes des Verts (Allemands ?), ils font leurs choux gras du thème sécuritaire. Le 11 septembre n'aura-t-il été pour eux qu'une relance à la course présidentielle ?

En justificatif aux attentats suicides de New York, Ben Laden invoquait le conflit israélo-palestinien. En quoi la mort de milliers de travailleurs new-yorkais répondrait à une solution politique dans le Moyen-Orient ? En quoi les bombes larguées par les États-Unis et leurs compères européens pourraient-elles



Barrage routier en Colombie (lire p. 6)

contribuer à mettre un terme au système féodal en Afghanistan ?

Sans aucun doute en rien, sûrement pas en tout cas à améliorer le sort des Afghans et plus largement de tous ceux qui désirent vivre plus librement et plus dignement.

Alors, pour éviter que ceux-ci en prennent trop conscience et cherchent de ce fait à bousculer le cours de choses, bourrage de crâne belliqueux et désinformation permanente ne suffisant plus, il faut bien trouver des moyens plus musclés pour obtenir le silence. Qu'à cela ne tienne... les « hauts dirigeants » du monde (dont sans nul doute

Suite en page 3

● Toulouse : risque maximal

p. 4

● Les énergies renouvelables

p. 5

● Guerre sociale en Bolivie

p. 6

● Contre le publisexisme

p. 7

● Trahison de la charte d'Amiens

p. 8

● Archives : Basses-Alpes le 2 décembre 1851

p. 9

● Cinéma : « Paroles de Bibs »

p. 10

● Le Méliès toujours en lutte

p. 12

« L'anarchie n'est pas, pour nous anarchistes,
un beau rêve à faire au clair de lune... »

Errico Malatesta



FOP 2520

Vie du mouvement

Éditorial

ON AVAIT COUTUME de voir bombé sur les murs, dans les années 70, un slogan du type : « Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur ! » Insolents que nous étions, nous avions alors répondu : « Travailleur sous le bleu de travail, tu restes un soldat ! »

Ces joutes murales fleurissaient fort et clair l'antimilitarisme de bon aloi et, si nombre de jeunes militants sont venus se câliner aux idées libertaires, c'est souvent par réaction à la soldatesque. Les réfractaires et les insoumis sont logiquement arrivés et, avec eux, leurs cortèges de procès, d'amendes, d'affiches, de tracts. Il faisait bon alors être désobéissants.

Mais les temps sont durs, quelques objecteurs crétiens ont surfé sur la vague associative, heureux de leurs combines et surtout d'échapper à la vie de caserne avant de s'enfourner dans le conforme et de voter à gauche.

Et la conscription a maintenant disparu. Les objecteurs avec elle. Seuls demeurent quelques biffins isolés dans les steppes de l'Asie centrale, Rambo aux bras cassés et Robin des Bois à la petite pointure. La honte de la nation. Infoutus de mettre la pâtée à quelques Afghans improbables et à la merci de quelques féodaux paranoïaques ravis de jouer un bon tour. La risée du monde libre. Entre un porte-avions à propulsion nucléaire et la fosse septique en capilotade menaçant un pays sans accès à la mer, des avions sans essence, des troupes d'élite scotchées dans leurs bases, cette armée mexicaine a vraiment fière allure. Reste plus qu'à rincer les caleçons douteux dans les casques lourds ou les concours de pets dans les dortoirs. Faut bien s'occuper. Mais que pouvait-on en attendre d'autre ? La défense du monde libre et de son approvisionnement en pétrole n'a pas de prix mais simplement un coût. Celui que ne va tarder à nous infuser l'État une fois les élections passées et un régime ami mis en place. Une fois encore l'armée aura parfaitement joué son rôle. Mission accomplie.

Mais progrès social pour progrès social, reconnaissons tout de même une seule et unique vertu à cette grotesque situation, nous constatons enfin par l'expérience qu'il est désormais possible de ne pas travailler et d'être payé 35 heures. Et ça, c'est quand même balèze.

CHAMBÉRY (73) : manifestation contre la guerre, tous les jeudis à 18 h, rassemblement à la Sasson.

LILLE (59) : tous les jeudis, manifestation contre la guerre, à 18 heures, 30, place de la République.

ROUEN (76) : le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste appelle tous les résistants à la guerre à se rassembler chaque samedi à 15 h 30 place Saint-Sever à Rouen, BP 402, 76723 Rouen Cedex.

NANCY (54) : manifestation contre la guerre, tous les samedis à 15 heures place Maginot.

NANCY (54) : le groupe Marée-noire organise tous les mercredis une table de presse à la faculté de lettres de 12 à 14 heures avec le SCALP et la CNT.

Jusqu'au 15 décembre

MONTREUIL (93) : l'exposition Louise Michel (1830-1905) est prolongée jusqu'au 15 décembre 2001. Musée de l'histoire vivante, 31, bd Théophile-Sueur.

Vendredi 7 décembre

BESANÇON (25) : réunion publique organisée par le groupe Proudhon de la FA, sur le thème : Internet, outil d'information et de lutte - outil de contrôle ?, avec Olivier Blondeau, sociologue. À 20 h 30 à la librairie l'Autodidacte, 5, place Marulaz.

Samedi 8 décembre

CHELLE (77) : le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique sur « Anarchisme et non-violence » avec Xavier Beckaert, auteur d'une brochure sur le sujet. À 20 h 30 au 1 bis, rue Émilie (près de la gare RER).

MARSEILLE (13) : dans le cadre de la Nuit de l'anarchie, le CIRA organise une exposition sur

Agenda

Fernand Pelloutier et l'histoire des Bourses du travail à partir de 15 h, suivie d'une conférence-débat sur le même sujet avec Thierry Masclot entre 18 et 20 heures, au théâtre Tournesky, 16, promenade Léo-Ferré. La soirée se terminera avec un spectacle à partir de 21 heures avec le Cuarteto Cedron et Piano Lubat Solo. Tarif unique de 80 francs, réservation au 04 91 58 54 54.



PARIS (75) : action contre le publisexisme à 11 heures, place du Châtelet.

PARIS (75) : à l'occasion du vingtième anniversaire de l'enfermement de Mumia Abu-Jamal, une manifestation nationale aura lieu à Paris, place de la République à 14 heures. Un grand meeting international suivra le soir même.

Jeu 13 décembre

PARIS (75) : conférence-débat organisée par OGM dangers, sur le thème « Génétique humaine : rêve ou cauchemar », avec André Pichot (chercheur au CNRS) et Grégory Bénichou (enseignant à l'Essec), au 17, rue Léopold-Bellan à Paris. Métros Sentier, Réaumur, Les halles.

Dimanche 9 décembre

PARIS (75) : à l'occasion des vingt ans de Radio-Libertaire, une promenade théâtrale guidée par André Degaine (auteur de l'histoire du théâtre dessiné), aura lieu au Père-Lachaise. Rendez-vous à 15 heures devant l'entrée principale du cimetière, face à la rue de la Roquette.

Jeu 13 décembre

IVRY (94) : une soirée-hommage à Julien, fondateur de Radio-Libertaire, est organisée à 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Téléphoner pour réservation au 01 46 72 64 68. Entrée gratuite.

Sur Radio-Libertaire

Jeu 6 décembre

SI VIS PACEM : 18 h-19 h 30 : fêter la suspension du Service National avec le collectif Ile-de-France pour objecter à « l'esprit de défense ».

Jeu 13 décembre

SI VIS PACEM : 18 h-19 h 30 : Mouna et les jouets guerriers. Invité : Gérard Durand et les Amis de la vie.

EPSILONIA : 22 heures. L'émission Epsilonia invite Alain Mahé. Ce compositeur sera assisté de trois des musiciens qui l'ont accompagné lors de son dernier concert « à marée » : Carol Robinson (clarinette), Emmanuelle Tat (piano) et Kamal Hamadache (électronique en direct). Alain Mahé compose pour le théâtre ou réalise des spectacles alliant la musique électro-acoustique, les instruments traditionnels et l'improvisation.

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Lectrice, lecteur, depuis la rentrée de septembre, le *Monde Libertaire* que vous avez entre les mains a quatre pages de plus. 12 pages au lieu de 8. Depuis mars 1990, le *Monde Libertaire*, que vous achetez aux militants de la FA ou dans les kiosques, est à 10 F. Onze années sans aucune augmentation ! Dans un souci de faire

simple, de couvrir le surcoût lié à la fabrication, et surtout de ne pas vous pénaliser financièrement, nous avons décidé de porter le prix du *Monde Libertaire* à 2 euros. Jusqu'à fin décembre, le *Monde Libertaire* coûtera donc 13 F. Au premier janvier 2002, nous reverrons à la hausse le prix de notre abonnement. Une bonne occa-

sion donc de s'abonner avant cette échéance et nous permettre ainsi de dégager les fonds nécessaires à la mise en place d'une deuxième couleur dans les mois à venir. Nous avons toujours pu compter sur votre fraternité dans le passé. Nous sommes convaincus de vous retrouver aujourd'hui avec nous.

L'administrateur

À la petite semaine

Les vivants et les morts

DES ÉTUDES inquiétantes, des cris d'alarme, nous disent aujourd'hui que les antennes-relais pour téléphones portables présenteraient des dangers pour ceux qui vivent à proximité. Ces études auraient pu être menées préalablement à l'installation intensive de ces objets, dira le naïf, mais il y avait du fric, beaucoup de fric à amasser, et là où tout est profit le bon argent passe avant le respect de la santé publique

Du côté de la Savoie, des milliers de camions bruyants, polluants et dangereux pourrissent le quotidien des habitants des vallées, qui n'en veulent pas mais qui devront pourtant subir, sur ordonnance royalement méprisante d'un ministre communiste plus sensible aux désirs d'un lobby routier pas très sympa.

Dans la Somme, au cours des années à venir, des milliers d'hectares de culture et quelques villages sont promis à disparaître, sur décision de ce même ministre, pour cause d'implantation d'un aéroport. L'opinion des habitants, opposés au projet, ne présentait aucun intérêt pour cet homme de progrès. Mais voilà qu'au beau milieu des futures pistes d'envol se trouve un petit cimetière militaire pour soldats anglais de la Première Boucherie mondiale. Du coup, les promoteurs sont bien ennuyés, car outre-Manche on ne souhaite pas que ces tombes soient déplacées.

C'est un drôle de monde que celui où l'on peut continuellement empoisonner la vie des vivants et prendre mille précautions pour ne pas troubler la mort des morts.

Floréal

Bruxelles : demandez le programme !

Ben Laden fait partie) jouissent des pleins pouvoirs que leur offrent régulièrement les élections et autres stratagèmes démocratiques et peuvent par conséquent jouer des lois à loisir. Les lendemains du 11 septembre furent à ce sujet tout à fait révélateurs. Dans nombre de pays, mesures répressives et hautement sécuritaires se sont succédées.

Mais, pour d'avantage d'efficacité contre tous ceux qui refusent de se soumettre, des organisations supranationales ont été créées, dont celle de l'Union européenne. Et celle-ci, en ces temps troublés, a prévu de se réunir. Les 13, 14 et 15 décembre, se tiendra un sommet européen à Laeken (banlieue de Bruxelles). Et de quoi va-t-on y parler ?

Sans trop bousculer nos neurones, nous pouvons aisément deviner que le sujet de prédilection des « hauts dignitaires de la politique » qui s'y retrouveront sera : la sécurité.

À l'heure où tout (ou presque) se joue dans des réunions au sommet, où les intérêts politiques à court terme (présidentielle en France) ou à moyen terme (police européenne) sont déjà mis sur des rails, la mobilisation ne doit pas baisser. Notre « avenir », nos espérances pour un autre

monde seront, qu'on le veuille ou non, tributaires de ce qui se passe dans des réunions comme celle du sommet de Laeken. (Seattle, Göteborg, Gènes ont déjà marqué leurs limites, mais la mondialisation et son nouvel ordre mondial avancent.) À nous de relever le défi, de proposer des alternatives qui ne soient pas des béquilles pour le système actuel mais de nouvelles voies pour un autre monde.

Manue et Thierry



5 décembre à 18 heures : Réunion d'information (« contre-sommet » de Laeken, infos pratiques, légales), gare du quartier Léopold occupée.

Du 5 au 9 décembre : TV NOVA (vidéoactivisme, télé associatives, Internet...) à partir de 20 heures au cinéma NOVA (3, rue d'Arenberg 1000 Bruxelles).

7 décembre : Festival rock et rap à 20 heures à l'Eden (Charleroi)

7-8-9 décembre : Journées éco-féministes pour des alternatives au patriarcat capitaliste

7-8-9 décembre : Forum des ONG « Une autre Europe pour un autre monde » (ateliers et débats) « De Bruxelles à Porto Alegre »

10-11 décembre : Rencontres et discussions en vue de la rédaction d'une déclaration collective, qui dénonce la situation du sans-papier comme partie de l'espace européen et qui soit prospective en terme de définition de la nationalité et de la citoyenneté dans le cadre de la mondialisation, à l'Universal Embassy (66, avenue Franklin-Roosevelt à 1050 Bruxelles).

12 décembre à 20 heures : Présentation de Las Agencias, groupe d'action artistique de Barcelone, gare du quartier Léopold occupée, rue de Trèves 1A, place du Luxembourg;

13 décembre à 18 heures : Réunion d'information («contre-sommet» de Laeken, infos pratiques, légales), gare du quartier Léopold occupée.

12 décembre : Conférence de presse, présentation de la déclaration finale, à l'Universal Embassy à 11 heures.

12 décembre à 17 heures : Réunion d'information et de préparation de la street party du 15/12, gare du quartier Léopold occupée, rue de Trèves 1A, place du Luxembourg.

11-12 décembre : « Assemblée européenne des chômeuses, chômeurs et précaires en lutte »

11 décembre à partir de 13 heures : accueil l'Auberge de jeunesse « Jacques-Brel », rue de la Sablonnière, 30 1000 Bruxelles (Métro Botanique) Tél.: +32 (0) 2 218.01.87 Fax: +32 (0) 2 217.20.05

12 décembre au Parlement européen (salle à préciser) à partir de 9 heures.

Du 11 au 13 décembre : C.H.A.H.U.T., ateliers d'échanges, de création d'images, de supports et conférences pour enrichir les manifestations aux Halles de Schaarbeek (22a, rue Royale-Sainte-Marie à 1030 Bruxelles).

13 décembre : Manifestation syndicale, départ à 10 heures à l'avenue Bockstal à Laeken, arrivée au stade Roi-Baudouin au Heyzel.

13 décembre à 14 heures : Conférence de Résistance internationale (lieu à déterminer).

13 décembre à 15 heures : Street party « Prenons le temps » à la place de l'Accueil à Louvain-la-Neuve.

13 décembre à 20 heures : Manifestation devant le centre fermé pour étrangers le 127bis par le Collectif de résistance aux centres pour étrangers et le Collectif contre les expulsions et les centres fermés.

13 - 14 décembre : Rencontre pour une convergence des mouvements sociaux européens et départ de la marche internationale des résistances sociales Bruxelles - Séville, organisée par

les Marches européennes. 13 et 14 décembre : Camps aux frontières en Allemagne.

13 décembre à 18 heures : Manifestation à Aix-la-Chapelle en Allemagne

14 décembre à 8 heures : Passage de la frontière Allemagne-Belgique (point de rendez-vous non encore fixé).

14 décembre à 11 heures : Manifestation internationale, départ au Petit Château (bd 9e de ligne, Bruxelles) arrivée au parc Stryvenbergh à Laeken, organisée par D14 et le réseau « Une autre Europe pour un autre monde » Meeting à 15 heures et concert à Tour et Taxis.

14 décembre à 15 heures : Meeting de Résistance internationale (lieu à déterminer).

15 décembre à 10 heures : Conférence de Résistance internationale (lieu à déterminer).

15 décembre de 10 h à 12 h 30 : Assemblée internationale dans les auditoriums universitaires à l'U.L.B. et la V.U.B.

15 décembre à 13 h 30 : Manifestation internationale, départ à l'université (VUB et ULB), arrivée place Schuman vers 16 heures.

15 décembre à 14 heures : Grande manifestation organisée par la coordination anarchiste européenne, départ place Hôtel des Monnaies (Parvis de Saint Gilles).

15 décembre à 15 h 30 : Street party « Rendre visibles les invisibles », Départ: esplanade de l'Europe (Tour du Midi), collectif Bruxelles

15 décembre à 20 h 30 : Concert aux halles de Schaarbeek (fin de la street party).

La presse américaine parle de la guerre

Voici la traduction du texte de Pablo Ortellado (Brésil) diffusé sur A-Infos-pt (portugais) le jeudi 22 novembre 2001 sous le titre : « Imprensa americana fala sobre a guerra »

Dans la toile

SUITE aux nombreuses questions reçues à propos du sommet européen en décembre, le Centre libertaire de Bruxelles a préparé un site (<http://www.anarchie.be/eurostop>). Vous y trouverez les dernières informations disponibles (agenda des manif, infos légales, logements, etc.).

Ça y est, les squats se sont dotés d'un portail (<http://squat.net/fr>). En français, mais pas uniquement. Visiblement, il y a eu de la cogitation internationale pour nous offrir ces données. Au départ, *Squat.net* est né de « Häusermob », un groupe de personnes créé en 1995 pour faire face à la répression féroce des squats à Berlin (expulsions, désinformation médiatique, etc. conséquences de la fureur du sénateur berlinois des affaires intérieures). Le projet « Häusermob sur l'internet » a été lancé début 1997 pour empêcher la destruction des squats et de leur culture, par la mise en place d'une structure de communication alternative, destinée à visibiliser les squats et leurs pratiques, à élargir leur champ d'action ainsi qu'à leur permettre une meilleure coordination par le biais des technologies de l'information.

En français, en anglais ou en espagnol, le Centre des médias alternatifs

du Québec (<http://www.cmaq.net>) s'est vraiment défoncé pour son site. Agenda, forum, infos, listes de diffusion, etc. Je n'ai pas eu le temps de tout lire. Comme de juste, ils pointent sur IndyMedia.

Les camarades du réseau No Pasaran ! ont publiés, dans l'édition de novembre de leur mensuel, un dossier spécial « Contre la guerre, la justice » dont vous pourrez retrouver les textes en ligne (<http://www.samizdat.net/nopasaran/novembre01/dossier.html>).

Quand MacDo est en grève on en vient à espérer de nouveau que tout n'est pas voué à un soumissionisme fatal. Le site de la section syndicale CGT-Pizza Hut (<http://cgt.pizzahut.free.fr>) relaie l'information.

Un truc pratique : sur Caloga (<http://fr.web.caloga.com>), si vous ajoutez .pdf à la liste de mots de votre recherche, vous trouverez une foule de textes lisibles avec Acrobat Reader. Pour tout vous dire, depuis que j'ai trouvé ça, je gagne un temps fou pour me documenter. Je n'ai pas essayé encore sur d'autres moteurs mais il y a de grandes chances pour que cela fonctionne aussi.

À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@minitorama.com

FASCISME est un terme fort que nous ne devrions pas utiliser à tort et à travers pour ne pas le banaliser. Mais, franchement, ces citations recueillies dans la presse américaine ne méritent-elles pas indiscutablement d'être considérées comme « fascistes » ?

Michael Kelly, du *Washington Post* : « Les pacifistes américains sont du côté de futurs assassins d'Américains », ils sont « objectivement pro-terroristes », « mal-sains » et « menteurs ».

Jonathan Alter, de *Newsweek* se demande si la torture ne va pas « accélérer le processus de l'enquête sur le plus grand crime de l'histoire américaine » ; il demande également aux pacifistes de se taire car maintenant « c'est tuer ou mourir ».

Bill O'Reilly, de *TV Fox* : « Les États-Unis devraient bombarder toute l'infrastructure d'Afghanistan jusqu'à ce que tout devienne poussière : l'aéroport, les usines produisant l'énergie, son système hydraulique, les routes. [...] Les Afghans sont responsables des talibans. Nous ne devons pas attaquer des civils mais s'ils ne se soulevaient pas contre leur gouvernement criminel, qu'ils crèvent de faim et point final ».

A. M. Rosenthal, du *Washington Times*, en plus de l'Afghanistan, veut bombarder l'Irak, la Libye, le Soudan, l'Iran et la Syrie. Ann Coulter, ex-journaliste de

la *National Review*, croit que la réponse au terrorisme consiste à « envahir leurs pays, tuer leurs dirigeants et convertir tout le monde au christianisme ».

Steve Dunleavy, du *New York Post* : « La réponse à ce Pearl Harbor du XXI^e siècle doit être simple : Tuez les imbéciles. Tirez entre les deux yeux, faites exploser leurs cervelles, empoisonnez-les si besoin. Et pour ce qui est des villes ou des pays qui abritent ces vermines, bombardez-les jusqu'à les transformer en terrains de foot. »

Rich Lowry, de la *National Review* : « Si nous rasons une partie de Damas ou de Téhéran ou de n'importe quoi d'autre, cela fait partie de la solution. »

Charles Krauthammer, du *Washington Post* : « Nous sommes en train de lutter parce que ces imbéciles ont tué cinq mille des nôtres, et si nous ne les tuons pas, ils nous tueront encore. »

Thomas Friedman, du *New York Times* : « Il nous faut lutter contre les terroristes comme s'il n'y avait pas de règles » et il conclut par la citation pervertie : « Give war a chance ».

George Will, du *Washington Post* : « Le gouvernement Bush est en train de dire au pays qu'il faudra quelques morts. [...] L'objectif n'est pas de « ramener les terroristes à la justice, ce qui signifierait les ramener dans un contexte judiciaire avec des avocats, des tribunaux, des procès, le tout précédé

de lectures détaillées de leurs droits. En vérité, l'objectif est la destruction des ennemis. »

Toutes les voix qui s'opposent à la Busherie sont en train d'être étouffées par les médias.

À la suite du 11 septembre, Clear Channel, le plus grand réseau radio des États-Unis, a envoyé un mémorandum interne à toutes ses stations avec une liste des chansons que les radios ne devraient pas passer, parmi lesquelles figure la chanson *Imagine* de John Lennon.

En guise de réponse, Yoko Ono, la veuve de John Lennon, a acheté une pleine page dans le *New York Times* pour y faire paraître huit mots de la chanson de Lennon : « Imagine all the people living life in peace » (« Imaginez tous les peuples vivant la vie en paix »).

Elle a également loué un espace publicitaire au centre de New York pour y faire inscrire cet autre passage de la chanson : Give Peace a Chance (« Donnez une chance à la paix »).

John Lennon :
Give Peace a Chance.

Thomas Friedman, *New York Times* :
« Give war a chance. »

À vous de décider.

Traduit du portugais (Brésil)
par Fernando Martins
le 25 novembre 2001

LA CATASTROPHE toulousaine du 21 septembre dernier a mis tragiquement en évidence ce que le bon sens ne devrait jamais nous faire perdre de vue : si le risque zéro n'existe pas, le risque majeur lui existe bel et bien. Ce que beaucoup de Toulousains redoutaient tout en faisant semblant de rien a fini par arriver : l'ONIA a péti.

La suite tout le monde la connaît. Les sinistré(e)s qui plus de deux mois après l'explosion en subissent encore quotidiennement les conséquences ne sont pas près d'oublier cette maudite journée. Pourtant, malgré les mobilisations des collectifs et des individu(e)s, l'oubli est en train de s'installer peu à peu. Comme avant le 21 septembre, il faut oublier le danger pour se persuader que ça ne recommencera pas de sitôt, pour continuer à vivre comme si de rien n'était. On finit même par repasser quotidiennement devant les ruines d'AZF sans penser à ce qui s'est passé : on s'habitue à tout, même à ça.

Pourtant toute la population de l'agglomération a bien vu que la catastrophe est toujours possible, que dans une agglomération comme la nôtre, elle est absolument ingérable pendant et après. C'est une évidence : pour un risque maximum, nous bénéficions d'une protection minimum.

Débat démocratique bidon

La plupart des élus, Douste Blazy en tête, se sont empressés de prendre position pour la fermeture du pôle chimique. L'affolement et l'émotion s'étant calmés, les impératifs politico-industriels ont très vite refait surface. Les industriels et les technocrates de tous poils ont beau se démenar, la pilule est quand même très dure à avaler. C'est que la crédibilité des décideurs en a pris un sacré coup après le 21 septembre. Les mêmes qui nous disaient avant que tout était sous contrôle, ont aujourd'hui du mal à nous convaincre de leur faire confiance.

Pour eux, il est clair que s'il suffit d'un accident majeur pour fermer un site industriel, il faut s'attendre à ce qu'un peu partout des mouvements se développent pour faire le ménage : dans la vallée du Rhône, dans la périphérie de Rouen par exemple. Et alors là, finie la belle vie pour ceux qui font passer leurs profits très très loin devant la vie des honnêtes gens.

De plus il y a un autre problème pour les élus de tous les bords : dans quelques mois, il y a des élections présidentielles et législatives, et il leur faut absolument restaurer la confiance que les événements ont quelque peu lézardée. La solution mise en œuvre est originale : il s'agit de faire croire à l'opinion que les décideurs élus, institutionnels et industriels sont ouverts au débat et que c'est après

concertation seulement qu'une décision sera prise. D'où l'organisation d'un « débat démocratique » bidon pour faire patienter jusqu'aux élections avant de remettre la machine en marche.

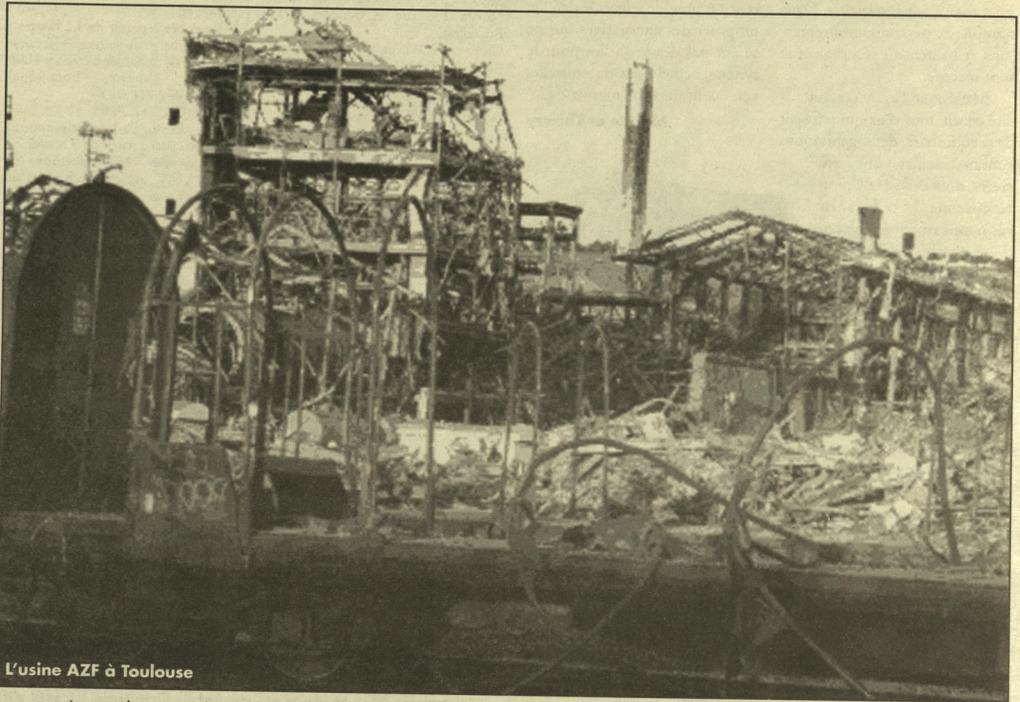
Culture du risque, culture du capital

L'objectif inavoué de ces pseudo-débats est en fait de faire en sorte que la population accepte de vivre avec le risque. À la population d'accepter le risque et aux décideurs de le gérer. Ces spécialistes autoproclamés en gestion du risque, on a pu les voir à l'œuvre dans les semaines qui ont suivi l'explosion. Après nous avoir fait respirer plus d'ammoniac que jamais auparavant, ils ont décidé de rejeter leurs saloperies directement dans la Garonne. Le préfet à qui des Toulousain(e)s en colère avaient « livré » quelques dizaines de kilos de poissons morts a promis de dresser une contravention : Total Fina et Elf réunis doivent en rigoler encore !

La culture du risque qu'on voudrait nous faire assimiler c'est la culture du capital. Pour les puissants les bénéfices, pour la population les emmerdes à n'en plus finir, les blessures et parfois la mort.

Risque nucléaire, risque industriel, sang contaminé, vache folle, OGM, etc. La vie des gens, leur sécurité, la santé publique ne valent pas un euro devant la recherche effrénée de la rentabilité financière.

Risque maximal protection minimale



L'usine AZF à Toulouse

Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs

Ni ici parce qu'ici on a déjà donné. Ni ailleurs parce que ce qu'on a vécu et ce que beaucoup vivent encore on ne le souhaite à personne. Ceux qui n'ont comme horizon que la logique du profit nous exposent quotidiennement à une logique de mort : risque de guerre, risque nucléaire, risque industriel, risque de misère sociale et économique.

Les citoyens, les gens ne doivent compter que sur eux-mêmes si on ne veut « plus jamais ça ni ici, ni ailleurs. »

Les promesses électorales d'où qu'elles viennent ne valent pas mieux que celles des spécialistes qui nous disent qu'à partir de maintenant le risque chimique sera maîtrisé.

Il faut agir au lieu d'élire, il faut agir pour ne plus subir

La Fédération anarchiste appelle tous ceux et celles qui ont choisi de prendre leurs affaires en main à agir collectivement pour la fermeture du pôle chimique de Toulouse, pour le reclassement de tous les salarié(e)s impacté(e)s et pour la réparation intégrale des dégâts par les responsables.

Groupe Albert Camus

Débat national sur les risques industriels Les usines en ville, les citoyens à la campagne !

SUITE à l'explosion de l'usine AZF du groupe Total dans la ville rose, Jospin a lancé un grand débat national. Cette consultation bidon, se déclinant aussi régionalement, est ouverte sur invitation aux associations d'environnement, aux élus politiques, aux organisations syndicales représentatives, aux industriels et sous contrôle préfectoral. Elle aborde le problème des risques industriels pour

d'une émission de télévision, d'avant 20 heures : qui envisage « de mettre en place des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) offrant la possibilité à un industriel de racheter des habitations ou des bâtiments situés dans le périmètre de danger de son exploitation par une sorte de « servitude d'utilité publique ». » ?

Non ce n'est pas Total, c'est... Cochet, le ministre Vert de l'environnement au cours d'une conférence de presse au début de Martigues (dépêche Reuters du 15 novembre).

Et qui a écrit : « Parfois, il faudra imaginer de déplacer des habitations, des commerces ou des établissements publics » ? Cette fois, c'est Total dans sa contribution nationale à ce même débat sur les risques nucléaires.

Comme quoi les grands esprits se rencontrent pour maintenir les usines à la ville et mettre les citoyens à la campagne !

Jimma

Pour suivre ce pseudo-débat sur Internet, <http://debat-risques.environnement.gouv.fr>



Pêche sur la Garonne suite à un délestage d'AZF

Parfois ces débats sont sources de déclarations très instructives. Ainsi en imitant le « kiadikoa ? »

Les énergies renouvelables Une solution à la crise énergétique ?

DE QUELLE CRISE parle-t-on ? D'une crise énergétique inévitable face à une hausse constante de la démographie et à une consommation croissante de ressources limitées : la population mondiale atteindra 8,5 milliards de personnes en 2020 soit un taux de doublement de quarante ans. Au rythme de consommation actuel, il nous reste du pétrole pour les quarante à cent prochaines années selon que l'on considère que certaines réserves sont exploitables ou non. Selon les mêmes hypothèses, on peut encore utiliser du gaz pendant 80 à 160 ans. Le charbon sera encore disponible pendant 170 à 1965 ans (sources : Conseil mondial de l'énergie).

On parle des problèmes de gestion des déchets nucléaires, du coût des centrales nucléaires, de leur dangerosité, de l'accroissement de l'effet de serre (centrales thermiques, voitures, industries...), d'une crise généralisée pour l'eau, l'air, la terre, la nourriture. Une modification radicale du mode de production de l'énergie devra être envisagée par nos sociétés. Cette réorganisation de la production énergétique est illusoire si elle n'est pas combattue de front avec les problèmes sociaux de notre siècle (chômage, travail précaire, inégalités Nord-Sud...). Aussi, des solutions écologiquement intéressantes comme les énergies renouvelables, ne peuvent se réduire à une substitution du nucléaire et du pétrole. Elles doivent s'intégrer dans une démarche qui privilégie l'homme, participer à une alternative sociale autant qu'écologique.

Energies renouvelables ?

Les énergies renouvelables (soleil, vent, eau, biomasse, marées) sont présentes partout. Elles sont inépuisables grâce aux cycles naturels. Mais elles sont aussi diffusées et pour la plupart irrégulières. Avant de présenter les différentes filières, il est important de rappeler que l'énergie la moins polluante est celle que l'on ne consomme pas. Par conséquent, il faut avant tout apprendre à utiliser l'énergie de façon rationnelle (repenser nos modes de consommations et utiliser des appareils efficaces).

L'énergie éolienne utilise la force du vent pour produire de l'électricité en faisant tourner une turbine (un mixte entre la dynamo et les anciens moulins à vent). Le flux solaire peut être directement converti en chaleur par l'intermédiaire de capteurs solaires thermiques. Cette technique est applicable au chauffage des habitations, des piscines, à la production d'eau chaude sanitaire (ECS), ou encore au séchage des récoltes (fourrage, céréales, fruits). Contrairement aux idées reçues, l'intérêt du solaire est sensiblement le même sur tout le territoire. En effet l'ensoleillement est plus fort dans le Sud, mais dans le Nord, les besoins en chauffage sont plus importants et plus étalés sur l'année. Du coup, le solaire thermique permet d'éviter l'utilisation de ressources non-renouvelables, en utilisation, par exemple, l'ensoleillement du Sud pour le Nord. Le solaire photovoltaïque, à ne pas confondre avec le solaire thermique, permet de produire de l'électricité. En effet, la lumière du soleil peut directement être transformée en électricité par des panneaux photovoltaïques, sans pièces tournantes et sans bruit.

L'électricité produite peut-être soit stockée dans des batteries, soit convertie par un onduleur pour être distribuée aux normes sur le réseau. Actuellement, EDF est obligé d'acheter le courant à 1F/kWh.

La méthanisation est également une voie de conversion de la biomasse (matière organique) en énergie. Maîtrisée depuis un siècle pour diminuer la charge en matière organique des boues de station d'épuration urbaines, des effluents industriels, et plus récemment des déchets organiques ménagers, la méthanisation produit ce que l'on appelle le Biogaz. Le bois a longtemps été la seule source d'énergie à la disposition des hommes pour leurs besoins domestiques et industriels. Les émissions de CO2 sont neutres vis à vis de l'effet de serre si l'on tient compte du carbone réutilisé par la croissance des arbres sur les surfaces replantées. L'exploitation de la filière bois-énergie per-

met aussi d'améliorer la gestion du patrimoine forestier.

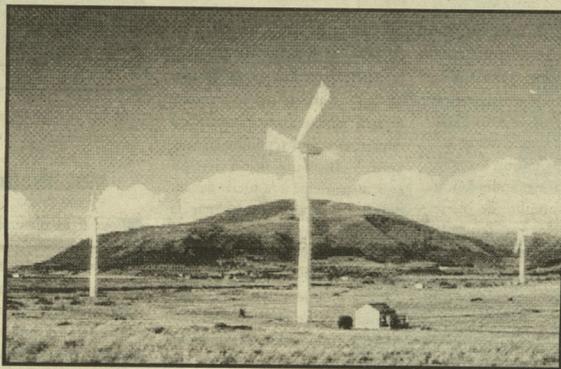
Le principe de la géothermie consiste à extraire l'énergie contenue dans le sol pour l'utiliser sous forme de chauffage ou d'électricité. Les grosses centrales hydrauliques d'EDF ne sont généralement pas considérées comme des énergies renouvelables du fait de leurs impacts sur l'environnement. Il existe en France environ 1 500 petites centrales hydrauliques (PCH) en activité, régies par des communes ou des producteurs indépendants. Enfin, l'architecture bioclimatique permet de tirer parti du climat pour gagner du confort et économiser l'énergie dans son habitation.

Les énergies renouvelables participent au développement durable...

S'il est un mot consensuel et fourre-tout, c'est bien le développement durable. Née en 92 lors du sommet de Rio, sa définition est suffisamment vague pour que personne ne s'y oppose ou plutôt pour que tous l'utilise à sa sauce : « Un développement qui remplit les besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures ». Ou mais... le rapport Brundtland qui a donné cette définition oubliée de définir deux choses : qu'est-ce que le développement et quels sont les besoins des générations ? Les réponses à ces questions dans le cadre d'un développement durable tel qu'il est présenté sont en complets désaccords avec le principe de croissance écono-

Repenser la production énergétique

Au Nord comme au Sud, une révolution énergétique est indispensable et elle doit être affrontée dans toutes ses dimensions : écologiques, techniques, économiques, culturelles et sociales. Amélioration de l'efficacité énergétique, et recours aux énergies renouvelables, élimination des gaspillages, pro-



est tout à fait capable d'intégrer ces contraintes écologiques comme il l'a fait avec ses contradictions sociales avec le keynésianisme. À titre d'exemple, les normes environnementales Iso 14 000 et Iso 14 001 sont intégrées par les grosses industries non par soucis écologiques mais bien pour des raisons de marketing. De même, l'utilisation d'énergies renouvelables ou la réduction des consommations énergétiques pourront très bien être les stratégies des entreprises, du moment qu'elles permettent de réduire la facture d'électricité et par là de dégager de plus gros bénéfices.

Si ces problèmes ne sont pas attaqués à la fois sur les deux fronts, écologique et social, rien ne changera de manière intéressante. La réorientation énergétique est liée au droit pour tous d'avoir accès et de participer aux richesses produites, ce qui s'accompagne forcément de la réduction de la part de travail salarié. Tout compromis sur l'un des deux axes serait un désastre pour l'autre. La lutte pour l'accès à un niveau de vie décent pour chacun, l'épanouissement de l'individu ailleurs que dans le travail va de pair avec celle contre la destruction des écosystèmes.

Développer les énergies renouvelables

Les perspectives d'une réorientation énergétique qui respecte l'homme et l'environnement, nous permettent de dégager quatre exigences : réduire nos consommations énergétiques, utiliser une énergie propre écologiquement, favoriser la démocratie locale et la responsabilité des citoyens, réduire les inégalités sociales. L'intérêt et les apports des énergies renouvelables, comme pour toutes les technologies, dépendent de l'utilisation qui en sont faites. En premier lieu, les Energies Renouvelables (EnR) sont intéressantes car elles permettent une production d'énergie décentralisée, indépendante du réseau national. De fait, elles peuvent être utilisées facilement dans les pays reculés ou ceux en voie de développement, qui n'ont pas accès au réseau national. Elles permettent de produire de l'énergie avec des ressources présentes sur place. Les EnR présentent une alternative au système classique de production centralisée de l'énergie. Il est maintenant possible (techniquement), de créer des structures de production énergétique au niveau d'un quartier, d'un syndicat intercommunal ou d'un individu. Cette possibilité est intéressante si elle s'intègre dans une démarche beaucoup plus globale de la gestion de la production. Ceci afin que la production corresponde aux besoins locaux, pour ne produire que ce qui est utile. Cette démarche implique une démocratie locale plus importante, pour que la production (énergétique, alimentaire, vestimentaire...) soit déterminée collectivement, en fonction des besoins, des ressources et du temps que les gens sont prêts à consacrer. Il faut au maximum rechercher des technologies à visage humain, de petites tailles, que l'homme maîtrise localement. Il s'agit de renverser le processus d'automatisation du travail humain qui conduit à des opérations sans acteurs pour produire des choses sans auteurs. Se réapproprier les activités qui entretiennent notre lieu de vie, qui nous permettent de nous nourrir (jardinage, cuisine...), de nous habiller, tout comme produire l'électricité pour son quartier, c'est une manière de redonner du sens à nos activités et de nous responsabiliser.

M.Yu

Dans le monde

Bolivie

La guerre sociale continue

Après la chute du sanglant général Banzer en août, le vice-président Quiroga assume le pouvoir. Les médias locaux lui préparèrent une campagne de marketing destinée à abuser les naïfs avec des promesses de jours meilleurs, chose impossible en système capitaliste. Son échec s'est matérialisé à travers la vaillante lutte que mène

le prolétariat bolivien et qui s'est intensifiée depuis le début de l'année 2000. Les Boliviens n'ont pas cessé de recourir à l'action directe en résistant à la soumission que l'État a entreprise d'imposer avec les moyens les plus extrêmes jamais appliqués dans l'histoire de ce pays. Le texte qui suit reflète le panorama actuel.

Les mineurs défont le pouvoir politique

DES MILLIERS de mineurs provenant de diverses régions de Bolivie ont entamé des mobilisations en plein centre politique du pays depuis le 5 novembre. Ils ont marché dans le centre de La Paz en faisant exploser des charges de dynamite et en exigeant de meilleures conditions de travail au gouvernement, lequel, affolé par la solide organisation des travailleurs de la mine et leur détermination, s'empressa de concéder la majorité des demandes. En juin dernier, une mobilisation de plus grande envergure s'en était prise au gouvernement : ils avaient déjà eu des promesses similaires. C'est leur dirigeant syndical qui leur avait demandé de retourner dans les mines. Ce sont plus de 55 000 ouvriers qui dépendent du secteur des mines. Ils n'ont pas de sécurité sociale et sont au bord du chômage avec l'arrivée des compagnies minières multinationales.

Le Chapare, zone de guerre

Le Chapare est une région tropicale au cœur de la Bolivie, et qui abrite plus de 35 000 familles indigènes qui se consacrent à la culture de la feuille de coca afin de répondre à la satisfaction de la consommation traditionnelle et dont l'excédent est utilisé par les mafias du narco-trafic pour fabriquer la cocaïne. Contrairement à ce que l'on croit, la culture de la coca n'est pas un commerce rentable : le revenu annuel de chaque famille est approximativement de mille dollars par an. Dans ce pays semi-industrialisé, c'est la seule alternative pour survivre.

L'éradication de la coca est un objectif politique du gouvernement des États-Unis. Répandre cet objectif en Bolivie a été pour la majeure partie des gouvernements du pays un moyen pour appliquer certaines méthodes sans rapports avec la finalité recherchée : recel, financement de la relève politique, impunité, etc. Le présupposé de départ (l'éradication) a peu à voir avec les drogues, la santé publique, la protection d'une population plus vulnérable, et beaucoup à voir avec des stratégies de pouvoir avec des résultats extraordinaires par rapport aux objectifs de départ pour les bureaucraties nationales et internationales, mais avec très peu d'avancées dans l'élimination des drogues.

L'histoire montre les changements et les substitutions de certaines drogues par d'autres, et leur présence comme élément récréatif

ou rituel est dans pratiquement toutes les sociétés.

Maintenant, c'est la cocaïne qui est délogée des marchés prohibés par des stimulants artificiels fabriqués aux États-Unis. Là, la cocaïne n'est plus consommée que par cinq millions de personnes. Pour les « narcos » de la cocaïne, ce commerce est en chute, non seulement à cause des changements dans la consommation, mais aussi parce qu'ils sont amenés à vendre la drogue chaque fois plus pure et moins chère.

Malgré cela, le gouvernement a entrepris une campagne belliqueuse contre les 35 000 familles de cultivateurs de coca ; depuis trois semaines le Chapare est occupé par 10 000 soldats et policiers (6000 selon le gouvernement) qui se comportent comme une véritable armée d'occupation. Éloignements forcés, tortures systématiques, détentions illégales, séquestrations, mise au silence des radios syndicales sont de constance. Le nombre de blessés atteint la cinquantaine, beaucoup d'entre eux gravement, et il y a deux morts pour le moment.

La paysannerie s'est armée de pierres et de bâtons pour combattre les armes à feu de l'État et a entamé un blocage de route le 6 novembre sur la principale voie du pays. Mais l'occupation militaire de cette route a obligé les paysans à réaliser des blocages éclairs et accentuer l'usure de l'armée qui montre maintenant des signes de fatigue. Le mouvement cocalero a averti : « Kausachum coca, walluchum yankees ! » La coca ou la mort.

Massacre de paysans sans terres

La matinée du 8 novembre fut le théâtre d'un massacre perpétré dans le sud-est par des paramilitaires contre des paysans du MST (Mouvement des sans-terres). Les terres cultivables sont rares dans la région, et c'est pour cela que la propriété Pananti, qui n'avait pas de fonction sociale de production avec ses mille hectares, fut prise il y a deux ans par quelque 180 familles de paysans du MST. Elles vivaient là-bas depuis. Voilà quelques mois, il y eut une incursion de mercenaires qui frappèrent plusieurs paysans ; ces derniers jours, un campement de paramilitaires s'installa dans la région, ce qui fut dénoncé au gouvernement qui ignore l'information.

Ce qui fit qu'à l'aube du 8 novembre, une quarantaine de paramilitaires financés par des éleveurs et propriétaires terriens, tendirent une embuscade à plus de 250

paysans, en tirant sans distinctions et à bout portant. Avec un total de douze paysans tués (six selon le gouvernement). Vingt autres paysans sont blessés, quatorze d'entre eux avec des impacts de balles à l'abdomen et aux bras ; au cours du massacre, un groupe de paysans cherchant à se défendre, roua de coups un des agresseurs, apparemment un propriétaire foncier. Les faits se déroulèrent avec l'attitude passive et complice des policiers et des militaires d'élite basés dans la région.

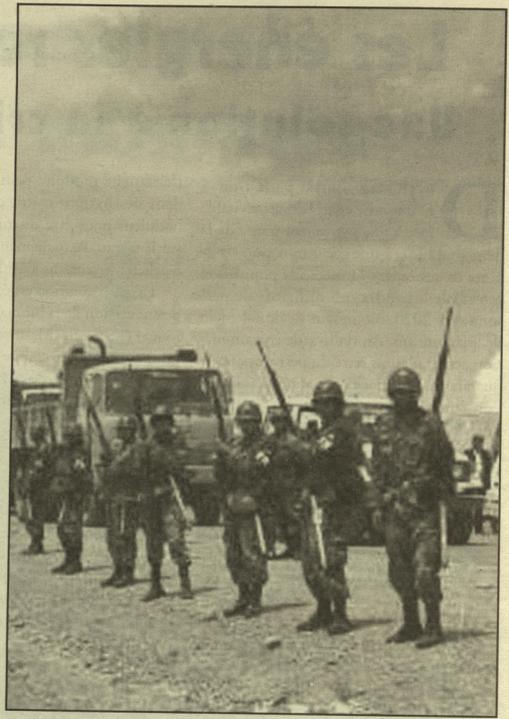
En conséquence, le MST rompit les négociations avec l'exécutif et appelle au blocage national des chemins en protestation contre le massacre et en appui aux cocaleros du Chapare. Plus encore, le dirigeant du MST, Angel Duran, visiblement nerveux et affecté par le massacre déclara : « Nous avons commencé à nous armer pour répondre au sang versé. » Il assura que ceux qui avaient participé à la tuerie étaient des paramilitaires armés par la police et l'armée.

Le MST a surgi il y a un an dans le département de Tarija où la présence de propriétaires terriens (latinfundistas) contraste avec la situation de location des terres, d'exploitation de paysans et des journaliers qui vivent dans des conditions de semi-esclavage. Le mouvement s'est étendu à divers départements du pays et ne se compose pas seulement de paysans ou d'indigènes, mais aussi d'autres secteurs sociaux comme les mineurs, charbonniers, etc. L'objectif est d'occuper les terres improductives avec des noyaux de paysans sans terres. Actuellement, il y a dix-huit occupations qui sont menées selon ce schéma, la plus grande avec deux cents familles mais qui fut déjà attaquée. Divers secteurs du monde du travail se sont déjà solidarisés avec les paysans et mènent dans le même temps des luttes particulières importantes, comme dans le cas des travailleurs de l'aviation, les enseignants, les étudiants des universités, qui sont sortis dans les rues de La Paz pour s'affronter avec la police à l'annonce de réformes par le gouvernement. Dans la ville de Sucre, l'État a décidé de fermer l'université publique.

Selon les déclarations du dirigeant des cultivateurs de coca, les mouvements indigènes et paysans de toute l'Amérique latine se préparent à prendre physiquement chaque ambassade bolivienne de l'hémisphère.

Communiqué des Jeunesses libertaires de Bolivie

Trad. : Relations internationales EA



Suisse

Mobilisation en faveur des sans-papiers

LE 24 novembre, des milliers de personnes ont défilé à Berne pour demander une issue favorable à la situation de deux à trois cent mille personnes étrangères et sans-papiers. Selon les organisateurs de cette protestation, ce sont dix mille personnes qui se sont mobilisées pour manifester en Suisse alémanique. Cela constitue un événement sans précédents sur la question des sans-papiers.

La consigne unitaire des quelques 150 organisations était : « Contre l'esclavage moderne : régularisation des sans-papiers ». De leur côté, les libertaires de l'OSL et de la Coordination libertaire, présents dans la mobilisation, demandent une régularisation collective des sans-papiers, l'arrêt immédiat des expulsions et du projet de nouvelle loi sur les étrangers (Lettr), un salaire minimum de 3 000 francs suisses net pour toutes et tous et une revalorisation générale des conditions de vie et de travail de tou(te)s. Parmi les manifestants, on a noté la présence de nombreux jeunes et de beaucoup d'étrangers.

Plusieurs villes du pays ont été ou sont encore le cadre d'actions de sans-papiers : refuges occupés par les collectifs de sans-papiers à Fribourg (FRI-ART) où trente d'entre eux se trouvent, à La Chaux-de-Fonds où, après la Maison du peuple et l'Ancien Stand, les sans-papiers occupent maintenant une ancienne usine (Novocrystal) sur les mêmes revendications : régularisation de tou(te)s les sans-papiers,

Liberté de mouvement pour tou(te)s, respect de la dignité humaine. À Berne, la première occupation en Suisse alémanique a commencé le dimanche 9 septembre dans les locaux attenants à l'église catholique Saint-Marien. L'occupation s'est maintenant déplacée à la Pauluskirche. Et à Bâle, le deuxième refuge de Suisse alémanique s'est ouvert à la Antoniuskirche (Kannenfeldstr. 35). À Zurich, s'est constitué un groupe de soutien aux sans-papiers qui s'est signalé par quelques actions spectaculaires (comme l'occupation de la cathédrale pour 24 heures). Pour finir, à Genève les sans-papiers s'organisent aussi.

Le processus de consolidation de ce mouvement a conduit à l'élaboration d'une déclaration signée le 1^{er} septembre à la Chaux-de-Fonds. Ce document constitue un point d'ancrage pour les sans-papiers et leurs nombreux groupes de soutien. Il demande la régularisation collective des sans-papiers, l'arrêt immédiat des expulsions, l'égalité de traitement quant aux conditions de vie et de salaires pour toutes les personnes qui habitent sur le territoire et une vraie revalorisation des conditions de vie pour tous et toutes. Mais les autorités fédérales et de quelques cantons favorisent l'option de la résolution du cas par cas, ce qui est rejeté par les soutiens des étrangers en lutte.

Relations internationales de la FA

Sources: Rebelion et OSL suisse

Suède

« Brand » en procès

LE MAGAZINE anarchiste suédois *Brand*, 103 ans, va bientôt passer en procès pour incitation à l'émeute. Le 5 décembre 2001 à 10 heures, le procès contre le magazine anarchiste suédois *Brand* (« Feu » en suédois) commencera après une longue attente devant le tribunal de Göteborg. Un membre identifié du collectif éditorial de *Brand* sera accusé en tant que « responsable de la publica-

tion ». Il s'agit clairement d'un procès politique, et nous demandons donc votre solidarité et votre soutien. Merci de manifester devant les ambassades et consulats de votre pays : une liste complète des intérêts suédois à l'étranger peut être consultée sur :

<http://www.utrikes.regeringen.se/english/missions/index.htm>.

L'accusation a été lancée il y a un peu plus d'un an par la police secrète suédoise (SÄPO), et a été fortement relayée dans la presse bourgeoise. Elle porte sur un article satirique du numéro consacré à la Journée internationale des femmes du 8 mars 2000, article intitulé « Comment réussir votre émeute de A à Z ». Le numéro dans son intégralité était une

parodie des magazines « féminins », et cet article une parodie de leurs pages « Comment réussir votre réception ». Le collectif éditorial de *Brand* risque une lourde peine de prison, surtout dans le climat actuel de lynchage contre tout ce qui est anarchiste depuis le Sommet européen de Göteborg l'été dernier. Vous pouvez lire le communiqué de presse de Brand (en anglais) aux adresses :

<http://www.free.de/astil/anarchistnews/brand.htm>

ou <http://www.ainfos.ca/00/sep/ainfos00051.html>.

Pour joindre le collectif éditorial de *Brand* : e-mail: brand@motkraft.net, web: www.motkraft.net/brand.

Repris d'a-infos, trad. Relations internationales

Un Collectif contre le publisexisme en action sur Paris

UNE QUINZAINE de militant(e)s du Collectif contre le publisexisme se sont rendu(e)s dimanche 18 novembre, au salon Paris-photo (carrousel du Louvre à Paris), afin de protester contre l'exposition des images sexistes, réalisées par un photographe à la mode, pour la marque de café Lavazza.

Notre but était de nous exprimer pacifiquement avec une simple banderole et quelques tracts explicatifs de notre point de vue, lorsqu'une horde de vigiles s'est abattue sur notre petit groupe pour nous faire quitter les lieux de l'expo manu militari, avec une grande violence (deux personnes ont été frappées) et sous une avalanche de menaces, de haine. Cela ne nous a pas empêchés de revenir une seconde fois vers les lieux de l'exposition pour diffuser nos tracts, avant de nous faire une fois encore expulser sous les insultes.

Parmi les photos exposées, l'une représente une mannequin debout, entièrement nue et recouverte de différents autocollants sur lesquels est inscrit le nom de la marque. Véritable femme-sandwich pour racoler le chaland consommateur, son corps étiqueté appartient à la marque de café. Sur une autre photo, une mannequin est étendue sur le sol, bouche entrouverte, regard vide et inexpressif, ressemblant à une poupée gonflable. Des mini-camions remorques, estampillés du nom du fabricant de boisson, déversent du café, du sucre... sur son corps. Cette fois-ci, véritable femme-terrain de jeu pour fantasmes masculins. Derrière elle, on distingue un balai, celui de la ménagère, suprême cynisme du photographe ?

Liaisons dangereuses entre manipulation mentale et pulsions profondes qui n'a d'autre but que celui de marquer les esprits pour faire vendre la marque. Nudité utilisée à tout bout de champ et hors de propos (quel rapport avec une voiture ou du café ?) et certainement pas comme apologie à l'épanouissement de toutes et de tous. Au contraire parce que nu et tabou, le corps est exploité : il joue

sur la fibre voyeuriste (mâle en général) qui reçoit l'image. Morcelés ou réduits à l'état d'objets, les corps nus féminins, mis en scène par la publicité, entretiennent l'idée qu'ils sont des produits à consommer.

Ces pubs pour ce café sont un exemple criant de cette société de consommation qui voit dans la marchandisation des corps une source de profit colossale. La publicité est depuis toujours, et encore plus aujourd'hui, le lieu où les intérêts du capitalisme et du patriarcat se retrouvent. Un propos les normes sexistes, l'autre les exploite pour plus de profit.

En premier lieu, c'est le stéréotype de la beauté qui est véhiculé par la publicité. Beauté stéréotypée car elle seule fait vendre. Mais cette beauté qui génère un énorme marché et d'énormes bénéfices (avec les produits de régimes, bijoux, clubs de fitness, magazines, chirurgie esthétique, fringues, maquillage, etc.) devient une obligation de beauté et une violence faite aux femmes, dont les conséquences les plus tragiques sont la boulimie, l'anorexie et le suicide.

Mais si ce marché de la beauté explose, la publicité véhicule bien d'autres normes sexistes. Les femmes y sont constamment montrées comme ménagères, les violences qu'elles subissent y sont banalisées et les caractères prétendument masculins et féminins sont exacerbés en permanence. Finalement, les publicistes ne font que prendre le relais des parents qui offrent à leur fille une poupée et à leur fils une arme en plastique, puis de l'école, des religieuses et de l'État.

Chaque jour, la publicité envahit de nouveaux espaces et lieux de vies. Derrière cette machine à profit, ce sont les normes sexistes qui nous lobotomisent à notre insu, c'est le patriarcat qui gagne du terrain.

Patriarcat, capitalisme... Y'a du ménage à faire ! Rendez-vous samedi 8 décembre à 11 heures du matin à la place du Châtelet pour une action contre le publisexisme.

Collectif contre le publisexisme
contrepublisexisme@samizdat.net

Invitation au procès du 7 décembre et lancement de la Marche des gueux sans-ticket

par le Collectif sans ticket à 14 h 30

Adresse : 35 rue Van Elewijck - B-1050 Bruxelles (Belgique)

Tél. : 02/644.17.11 collectifsansticket@altern.org

« VOUS N'AVEZ qu'à aller à pied »

déclarait en octobre 2000 l'un des présidents du Tribunal de police qui condamnait trois usagers du Collectif sans ticket à 8 000 francs d'amende. Les usagers du CST le prennent aujourd'hui aux pieds de la lettre... sur le bitume entre Liège et Bruxelles du 2 au 7 décembre, pour terminer leur périple au Palais de Justice de Bruxelles au matin du 7.

Le vendredi 7 décembre à 8 h 45, quinze utilisateurs réguliers de la carte de droit aux transports sur le réseau de la SNCB comparaissent en appel devant la 48^{ème} chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles. Il leur est reproché, en vertu d'un arrêté royal de 1895, d'avoir « pris place dans un train et s'être déplacé sans être porteur d'un billet régulier ».

Le Collectif sans ticket convie tout(te) les usager(e)s qui le peuvent à se rassembler ce 7 décembre

Revendicatifs, ensemble.



Suppression des amendes.

Liberté de circulation.

Transports gratuits pour toutes et tous.



Réseau pour l'Abolition des Transports Payants
115, rue Améric - 10511 Paris - gestion@amercidat.net

à 8 h 30 devant le palais de Justice de Bruxelles pour donner tout son écho à une démarche de désobéissance civile que le tribunal risque fort d'extraire de son contexte et de sanctionner comme le serait le mauvais stationnement d'un automobiliste.

La marche des gueux sans ticket. Ou comment, à l'ère du

TGV, Bruxelles peut encore se trouver à cinq jours de Liège. L'arrivée au palais de Justice des usagers poursuivis sera aussi la dernière étape de la « Marche des sans-ticket » entre Liège et Bruxelles. Par cette initiative, nous mettons en pratique la suggestion du juge Kesteloot, président au Tribunal de police, qui, en condamnant plusieurs usagers du CST en octobre 2000, avait déclaré : « Vous n'avez pas d'argent pour payer vos déplacements ? Allez à pied ! ». Nous illustrons l'efficacité

extrême de cette proposition, en partant du palais de Justice de la place Saint-Lambert à Liège ce dimanche 2 décembre et en atteignant le palais de Justice de Bruxelles le vendredi 7 décembre au matin, pour assister au procès du jour. Outre la marche (15 km par jour en moyenne), cette caravane du libre accès combinera actions tarif zéro, rencontres et débats autour des transports publics, repas, concerts, projections, etc. au fil des arrivées dans les villes étapes. Le programme détaillé en sera repris sur le site www.collectifs.net/cst.

Si vous voulez nous rejoindre pendant la marche, possibilité de navette en minibus, contact : 0498/70 62 28

Contacts et infos : Collectif sans ticket de Bruxelles : 02/644.17.11, collectifsansticket@altern.org, 35, rue Van Elewijck, 1050 Bruxelles
Collectif sans ticket de Liège : 04/344.58.88 ou 0498/70.62.28, 27 rue Méan, 4020 Liège, www.collectifs.net/cst.



Crumb

Accord sur la négociation collective La trahison de la charte d'Amiens

EN JUILLET 2001, les syndicats CGT-FO et CFDT ont bafoué l'esprit de la charte d'Amiens en signant avec les patrons une « position commune » sur « les voies et les moyens de la négociation collective » que la C.G.T. bien que « d'accord avec le texte » n'a heureusement pas signé.

À force de dériver lentement, nos syndicats ont fini par franchir la ligne jaune, celle des « jaunes » et à livrer au patronat et à l'État ce qui reste d'indépendance dans le syndicalisme.

Parfois l'histoire s'impose pour retracer des événements qui iraient aux oubliettes, car il y a pire que l'amnésie : la trahison de la mémoire syndicale ! Ainsi un retour vers le passé s'impose. En octobre 1906 lors du congrès de la CGT historique, a eu lieu à Amiens un débat théorique de la plus haute importance qui agita la toute jeune confédération pendant trois séances. Victor Renard, un militant guesdiste du Textile, fut à l'origine de la controverse en proposant une motion d'alliance avec le parti socialiste de Jean Jaurès, unifié en 1905 dans la SFIO.

Parmi les interventions, celle de Louis Niel différenciat en particulier l'action syndicale de l'action politique : « L'action syndicale est donc celle qui s'exerce sur le terrain économique, par tous les ouvriers, contre le mal économique. Ce n'est pas autre chose que l'action directe sous toutes ses formes [...] L'action politique, c'est celle qui est inspirée par les préoccupations morales des citoyens, qui voudraient établir entre les hommes des relations sociales conformes à leurs désirs. Elle s'est exercée par ceux qui croient que les rapports entre les hommes ne pourront jamais être réglés sans l'État ; par ceux qui croient que les réformes ne peuvent venir que de la loi ; par ceux qui affirment l'impossibilité de transformer la société sans la conquête des pouvoirs publics ».

À la séance suivante, le lendemain, Alphonse Merrheim ouvrit les débats en précisant : « Laissons donc au syndicat sa fonction propre de véritable lutte de classe, que son action soit une lutte incessante contre toutes les légalités, tous les pouvoirs, toutes les forces oppressives, disons-nous bien que nous n'avons pas le droit de l'en distraire pour d'autres besognes. »

Le secrétaire général, Victor Griffuelhes, répondit aux intervenants en repoussant et la motion du Textile visant l'alliance avec les socialistes, et celle du Livre qui voulait « Limiter l'action au rayon purement corporatif et nous ramener au trade-unionisme anglais. Ce serait rétrécir le cadre de l'action syndicale et lui enlever toute affirmation sociale. »

Puis le texte du Bureau confédéral, rédigé par Emile Pouget, conseillé par Niel, Griffuelhes et Delasalle notamment fut mis aux voix et adopté à la quasi unanimité. C'est ce que l'on appelle depuis la Charte d'Amiens.

Lorsqu'on est encore pénétré par les réflexions de nos camarades d'il y a 95 ans, et qu'on lit la « position commune » rédigée sous le logo patronal de la « refondation sociale », on mesure l'étendue des ravages causés dans nos centrales syndicales par cette offensive politico patronale.

L'un de ses chantres, Gautier-Sauvagnac, patron de la Fédération patronale des mines et des métaux, expliquait :

« Le succès de l'entreprise (de refondation sociale) exige de réaliser un consensus le plus large possible avec les organisations syndicales, partenaires incontournables d'une refonte de notre système de relations sociales, et de son acceptation par les autorités politiques. [...] De fait, la refondation sociale ne poursuit rien d'autre que la mise en œuvre du principe de subsidiarité [...] : la compétence de chaque échelon, loi, règlement, accords collectifs professionnels, de branche ou d'entreprise, doit être définie, chaque échelon étant doté des moyens et de la légiti-

mité propres à exercer dans la confiance les missions qui lui sont attribuées [...] Encore faut-il que la société civile retrouve, dans le respect de l'ordre public, toute sa liberté de manœuvre, source d'initiative et de vocation entrepreneuriales, à même de créer de nouvelles richesses pour le bien commun. »

Il est probable que Gautier-Sauvagnac, qui menait la délégation patronale du « chantier voies et moyens de l'approfondissement de la négociation collective », a plus qu'inspiré la « position commune ».

Car ce texte est la déclinaison des objectifs du patronat cités ci-dessus. Tout y est : le consensus (même si la C.G.T. bien que d'accord n'a pas signé le texte), obtenu contre un traitement de faveur des militants syndicaux et un droit de saisine insipide et inutilisable, l'acceptation par les autorités politiques qui est impérativement demandée et pour laquelle les signataires se sont engagés à effectuer les démarches idoines, la subsidiarité par la nette délimitation des compétences de chaque étage de relations sociales, dans le respect d'un nouvel ordre public social, et par l'obligation de mettre en musique les ordres supérieurs, le texte allant même jusqu'à prévoir la transcription des directives européennes par voie conventionnelle. La liberté de manœuvre à chaque étape par la destruction camouflée du principe de faveur et de hiérarchie des textes, à coup d'accord d'entreprise, d'accord dérogatoire et par la suppression du caractère automatiquement normatif et impératif des textes supérieurs.

Le bien commun qui est partout sous-jacent dans la volonté affichée de mettre en place « un système performant de relations sociales [...] respectueux des personnes [...] et adapté à une économie diversifiée et ouverte sur le monde ».

Et même plus : la négation de l'organisation syndicale qui perd sa prééminence au profit des Comités d'entreprises, des délégués du personnel, de salariés mandatés. Et si ça ne suffit pas, le référendum, machine à faire triompher les foules ignares et inorganisées, sera appelé à la rescousse.

Le réformisme contractuel que fait mine d'accepter le patronat et qu'il qualifie lui-même de « contre-productif », la pseudo émancipation des relations sociales du carcan étatique et législatif ne peuvent pas faire illusion.

Il s'agissait bien pour le patronat que « la négociation d'entreprise retrouve une place et une liberté qu'elle n'avait jamais eu jusqu'ici ».

L'immense pas en arrière qui est ainsi fait permettra aux exploiters capitalistes de détruire un peu plus ce que la charte d'Amiens énonçait comme « Le côté quotidien de l'œuvre revendicatrice du syndicalisme », à savoir « l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates ».

Michel Sahuc, C.G.T. Santé,
groupe La Sociale à Montpellier.
Extrait de *La lettre des militant(e)s
syndicalistes libertaires*



Vient de paraître

Petit Lexique philosophique de l'anarchisme, de Proudhon à Deleuze
par Daniel Colson, Livre de poche, biblio essais, 380 p., 51,50 F

DE L'ANARCHISME, la tradition philosophique n'a, pour l'essentiel, retenu que quelques noms inscrits, une fois pour toutes, dans un XIX^e siècle bien éloigné de nous. Or, avec ce *Lexique*, Daniel Colson choisit, pour la première fois, de restaurer la pensée anarchiste dans sa complexité et sa dignité philosophiques. Afin de souligner la cohérence conceptuelle du système libertaire, il établit des connexions inattendues entre l'anarchisme historique et des métaphysiques qui, en apparence, lui sont étrangères. Nietzsche, Spinoza, Leibniz ou Deleuze sont ici mobilisés dans une perspective libertaire. Tarde, Whitehead ou Simondon y sont convoqués au même titre que Proudhon, Stirner ou Bakounine. D'un usage facile et pédagogique, ce *Lexique* se compose d'un certain nombre d'entrées qui, par un jeu de renvois, permet à l'auteur de célébrer l'importance d'une vision du monde trop longtemps sous-estimée. Et de mettre en pleine lumière le rôle qui pourrait bien être le sien dans l'histoire intellectuelle du siècle qui s'annonce.

PETIT LEXIQUE
PHILOSOPHIQUE DE
L'ANARCHISME
De Proudhon à Deleuze

DANIEL COLSON



brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves

Militants et militaires

Samedi 24 novembre, avec vingt-cinq personnes, nous avons tenté d'ouvrir les portes de la station de métro Gare-de-Lyon, à Paris, dans le cadre de la campagne pour les transports gratuits. En général ce genre d'action se passe bien, mais là... La chef de station et ses employées, très énervées nous ont enjointes de quitter les lieux, ont appelé les flics, et ont tenté de déchirer notre bande-roule. Ils sont venus, les flics, avec des militaires (tout ça pour nous !), plan Vigipirate oblige. Au bout d'un quart d'heure nous étions dehors avec la ferme intention d'aller ailleurs. À République. Ce fut un peu mieux, côté RATP. Mais au bout de quarante minutes, les CRS nous ont dit de vider les lieux sous dix minutes, refusant de préciser s'ils avaient été sollicités par la RATP. Attention, la répression s'accroît, ne nous laissons pas faire !

Go... gos !

Les marines ont débarqué en Afghanistan pour en finir avec les talibans, traquer Ben Laden (et délivrer Jérusalem ?). Je ne pleurerai pas sur des fous tels que les « étudiants (???) en religion », mais combien de civils vont être tués ? De plus, Ben Laden, s'il a réussi à faire péter les tours jumelles, s'il a un réseau aussi puissant qu'on le dit, ne va pas attendre tranquillement en Afghanistan que les marines viennent le chercher. Si ça se trouve, il est à New York ! Et,

quand bien même, les militaires le trouveraient et le tueraient, ce serait pour, 20 ans plus tard, en voir surgir un autre. On ne pourra en finir avec le terrorisme sans une remise en cause totale de la société !

Wanted !

Comme au temps du Far West, les États-Unis ont offert une prime d'un million de dollars pour la capture de Ben Laden ou pour tout renseignement intéressant sur lui ou son réseau de terroristes. Mais ils ont été plus loin : John Ashcroft, ministre de la Justice et signataire de deux arrêts de mort pour Mumia, a lancé une offre pour tout étranger résidant aux États-Unis. Un renseignement intéressant contre... un visa. La police va-t-elle recevoir des lettres du type : « Mon voisin est arabe », signées « Un bon sans-papiers » ?

Présomption d'innocence

C'est la présomption d'innocence qui est maintenant visée. En effet, les syndicats (???) de police ont obtenu qu'un député (Julien Dray, PS), soit chargé de dresser un audit des lois Guigou sur la présomption d'innocence. Ceci s'inscrit dans la logique sécuritaire qui vise, dans le cas présent, les jeunes des quartiers pauvres. De plus en plus, l'état se resserre autour de tout ce qui est un peu jeune, bronzé ou qui pense différemment. Défendons-nous !

CONSEILS MUNICIPAUX remplacés par des comités révolutionnaires... suspension des juges de paix... désarmement des gendarmes... abolition des contributions indirectes dont on brûle les archives...

Nous sommes à Digne au soir du 7 décembre 1851. Tout le département des Basses-Alpes s'est insurgé contre le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, et le préfet a dû se réfugier dans les Hautes-Alpes. Durant quatre jours, les insurgés bas-alpins, constitués à majorité de paysans, seront maîtres de tout le département.

Que reste-t-il aujourd'hui de ce formidable soulèvement ? Peu connaissent ces événements et surtout très peu ont conscience de l'importance qu'ils ont eue. Pourtant, vingt ans avant la Commune de Paris, des paysans, des artisans, des petits commerçants ont pris les armes et sont morts parce qu'ils voulaient construire « la république des paysans, la république des petits ». Que s'est-il donc passé dans ce département en décembre 1851 : jacquerie, mouvement de résistance spontanée à un homme ou véritable révolution nouvelle ? [...]

Dès l'annonce du coup d'État, les principaux chefs de la Montagne dans l'arrondissement de Forcalquier se réunissent à Marie. Le 5 décembre, Buisson, maire de Manosque, met sur pied une importante colonne d'insurgés qui marche sur Forcalquier. Plus de 1 000 démocrates s'emparent de la sous-préfecture où le sous-préfet Paillard, sans troupes, blessé, est fait prisonnier. Des groupes d'insurgés se forment dans le canton de Volonne animé par Ailhaud de Volx. En deux jours, l'insurrection républicaine triomphe dans toute les Basses-Alpes, et le préfet Dunoyer fuit dans la soirée du 6 et se réfugie dans les Hautes-Alpes. Le 7 décembre de 6 000 à 7 000 républicains envahissent Digne et neutralisent la garnison de la ville. Un comité départemental de la Résistance, comprenant Buisson de Manosque, Ailhaud de Volx, Ch. Cotte de Digne et P. Ailhaud de Valensole est aussitôt créé ; il rédige une proclamation adressée aux citoyens des Basses-Alpes :

« Après la victoire, il y a le devoir d'en profiter. Tous les conseils municipaux sont dissous. Que dans chaque commune il soit immédiatement procédé à la nomination des comités de résistance composés de cinq membres. Que ces comités puissent leur force et leur droit dans le suffrage direct et communal. Que dans chaque canton et chaque arrondissement de semblables comités sortent également de l'urne du scrutin, que tous ces comités correspondent entre eux. Leurs communications aboutiront au comité de résistance central... »

Un peu partout dans la partie basse du département se créent des comités de résistance. C'est la joie ! On croit en la victoire prochaine dans tout le pays. À Digne, les insurgés font un immense feu avec les papiers et les registres des contributions indirectes.

Le 8, les insurgés apprennent l'arrivée dans le département d'une importante colonne de troupes venant de Marseille commandée par le colonel Parson. Aussitôt une colonne de 3 000 à 4 000 républicains est dépêchée pour aller leur barrer la route aux Mées. C'est là que le 9 au soir les républicains, commandés par Ailhaud

de Volx, résistent à l'attaque de la colonne Parson et obligent celui-ci à ordonner la retraite pour attendre l'arrivée de renforts. Victoire... mais aussi prise de conscience de la défaite toute proche ! Les dirigeants Montagnards apprennent de leurs prisonniers qu'ils sont en fait les seuls maintenant à tenir tête au coup d'État ! Contrairement à ce qu'ils s'imaginaient les ouvriers n'ont pas fait la révolution à Paris ou à Marseille. Les républicains décident alors pour la plupart de donner à leur

Alpes. Les troupes arrêtent tous ceux qui leur tombent sous la main ! Malgré ce déploiement de forces de très nombreux républicains vont encore tenir le maquis, et le plébiscite ne pourra se faire dans le département que les 27 et 28 décembre. Plébiscite de la peur où les cantons qui étaient les plus révolutionnaires seront ceux où l'on vote massivement oui.

Sur 1 669 Bas-Alpins jugés par la commission, 583 seront libérés, 41 condamnés

L'insurrection des Basses-Alpes des 2-15 décembre 1851

Claude Aurent

« La Rue », n° 32, premier trimestre 1983



André Gill, La mort conduisant un régiment, (La Rue, n° 23, 2 novembre 1867, journal de Jules Vallès)

troupe invaincue l'ordre de se disperser et à ses membres de regagner leurs foyers. Seul Ailhaud de Voix n'accepte pas la défaite et veut continuer le combat.

Dans le même temps, les républicains qui s'étaient également soulevés dans la Drôme et dans la partie orientale du Vaucluse ont été rapidement écrasés et, dans la journée du 11, les troupes engagées contre les républicains du Vaucluse peuvent gagner les Basses-Alpes où la résistance continue. Peu à peu, celles-ci sont reconquises et Ailhaud, refoulé par toutes les armées qui entrent dans le département, doit se réfugier avec son armée dans la montagne de Lure.

Alors que la victoire des républicains n'avait donné lieu ni à meurtres ni à pillages, la réaction du pouvoir sera particulièrement violente. À partir du 15 décembre la résistance est définitivement vaincue et la répression s'abat sur les Basses-

à la déportation en Guyane et 956 à la déportation en Algérie.

Qui, aujourd'hui, se souvient de cette épopée bas-alpine ? Les Bas-Alpins eux-mêmes ignorent le plus souvent cette page de leur histoire et n'en connaissent que les quelques lignes du livre d'histoire où l'on apprend que quelques départements français ont résisté au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte.

Souvent ignoré, bien souvent minimisé, trop souvent déformé, le mouvement insurrectionnel bas-alpin a remis trop de théories en cause. Dans ce département, qui ne compte que 45 000 électeurs, on a évalué à 15 000 environ ceux qui, les armes à la main, ont voulu s'opposer au coup d'État. Le préfet de Bouville assurera plus tard : « Les arrondissements de Digne et de Forcalquier ne faisaient qu'une seule et immense société secrète, 9 individus sur 10 y étaient affiliés. »

Ce qui est à remarquer, c'est que c'est l'un des départements français les plus ruraux qui a fourni la plus forte proportion d'insurgés. Sur 1 669 républicains traduits devant la commission mixte des Basses-Alpes, on trouve 802 cultivateurs, soit 48 % du total, et 34 % d'artisans et petits commerçants. Des paysans révolutionnaires imprégnés de propagande socialiste qui tentent d'instaurer une autre société alors même que les ouvriers des villes n'ont pas bougé face au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte !

Ainsi, quand Engels parle du coup d'État il ne manque pas d'expliquer que « les rouges ont totalement abdiqué » ; quant au mouvement dans le Sud-Est il s'agit « d'excès commis par les paysans dans le sud ».

« On ne pouvait pas d'ailleurs attendre autre chose de cette race de pillards barbares. Ces gaillards se moquent du gouvernement comme de l'an 40. Leur premier mouvement, c'est de démolir la maison du percepteur et du notaire, de violer leurs femmes et de les assommer eux-mêmes s'ils les attrapent. »

C'est bien l'opinion donnée par les journaux les plus réactionnaires de l'époque où Engels semble trouver ses informations. Dans un rapport du 17 décembre sur l'insurrection des Basses-Alpes, le procureur général d'Aix-en-Provence écrira lui-même :

« Il n'y a pas eu les meurtres, les pillages et toutes les horreurs que l'on pouvait si justement redouter de la part de cette population égarée... Sans doute le désordre a été immense, mais je le répète, le pillage n'a pas été mis à l'ordre du jour, comme on aurait pu le craindre. Une certaine modération, une certaine légalité, passez-moi le mot, s'est fait remarquer dans les actes et les discours des chefs... »

Marx écrira dans le 18 Brumaire de Louis-Bonaparte :

« Dans les soulèvements qui se produisent au lendemain du coup d'État, une partie des paysans français protestèrent les armes à la main contre leur propre vote du 10 décembre 1848. »

Le mouvement sera ainsi minimisé, déformé, voire passé sous silence si ce n'est méprisé comme dans le cas d'Engels. Ainsi donc le mouvement ne provenait pas des centres industriels mais de paysans, voilà de quoi gêner certaines théories ; alors autant passer sous silence les événements et attendre la révolution dans les pays industriels avancés qui viendra confirmer la thèse ! Mais voilà, « les faits sont têtus », dit-on, et l'histoire, en attendant le grand soir, s'est complu dans les exceptions :

Russie, Chine... Cela n'a, il est vrai, jamais remis en cause la foi dans ces théories - et toutes les exceptions n'ont fait que confirmer certains dans leur croyance. Pourtant, en « science », l'exception devrait infirmer la règle ! Aujourd'hui, à l'heure où certains mythes finissent par s'effondrer sous leurs contradictions, peut-être sera-t-il possible d'écrire (et non pas de réécrire) une histoire objective où les faits permettent de dégager des théories et des leçons et non pas une théorie qui, voulant éclairer l'histoire, jette les faits dans l'ombre.

En science on peut toujours tout expliquer et bâtir des raisonnements démontrant des théories contradictoires, mais qu'il s'agisse de bonne foi ou de mauvaise foi il est toujours très dangereux de se servir de la foi pour expliquer, prévoir et refaire l'histoire.

HEIKE HURST : D'où vous vient cette passion pour le monde ouvrier, puisque vous faites pour la deuxième fois un film pour révéler le travail de ceux qu'on ne voit pas. On connaît en revanche le produit de leur travail, une tour, où tout fonctionne, des pneus impeccables...

Jocelyne Lemaire-Darnaud : J'ai la chance de faire des films, de pouvoir exprimer ma passion pour les gens qu'on ne voit pas, qu'on n'entend pas assez. Au fond, beaucoup de gens s'intéressent à tout ceux qui sont dans l'ombre – comme le dit la chanson à la fin de mon film : « On sort de l'ombre... ». Je crois que c'est une question de respect. Nous sommes dans une société où l'on fait miroiter un tas de choses. On ne prend jamais le temps de regarder ceux qui font des choses pour nous en général : à la tour Eiffel, c'étaient 5 millions de touristes et 34 techniciens que personne ne regardait jamais. Là, c'est simplement permettre aux ouvriers d'une grande entreprise qu'est Michelin d'avoir un droit de réponse à publication du livre de leur grand patron.

H. H. : Comment tout cela a commencé ?

J. L.-D. : J'ai vu un article qui disait que François Michelin venait de publier un livre. Dans cet article il se demandait si le capitalisme était immoral, questionnait la place de l'homme, parlait de la morale, du respect de l'homme... Comme il est très âgé, 74 et quelque, je me suis demandé si ce patron très croyant, peut-être, à la fin de la vie, ne se posait pas enfin les vraies questions. Je suis partie sur cette base, j'ai acheté le bouquin, je me suis rendu compte, que c'est un homme extrêmement intelligent. Il arrive quand même pendant la lecture du livre à faire croire aux gens qu'il serait humain, moral, qu'il aurait une éthique. Dans ce qu'il dit, il y avait plusieurs phrases qui m'ont incitée à aller à Clermont-Ferrand. La première idée qui m'a donné l'esprit du film était celle-ci : « Beaucoup d'entre vous voient le pneu comme quelque chose de rond, noir, sale et qui sent mauvais. Je peux vous assurer en revanche que personne dans l'entreprise n'en a une telle vision. » François Michelin, le patron – à l'époque Michelin était le premier mondial du pneu – essaye de nous faire croire que le pneu n'est pas comme on le voit : ni rond, ni noir, ni sale et qu'il ne sentirait pas mauvais ? Il faut absolument que j'aie demandé aux mecs qui les font comment est le pneu. C'était un trait d'humour. De fait c'est un film assez dynamique et assez ludique. La deuxième chose qu'il disait aussi « La vérité est la seule séduction fondatrice. » Cette phrase ne veut rien dire : j'en ai conclu que tout son livre, c'était sa

« Paroles de Bibs » de Jocelyne Lemaire-Darnaud

FILM SUR L'EMPIRE Michelin, fabriquée à partir d'une idée simple : faire parler les ouvrières et ouvriers (surnommés les Bibs, du Bibendum) sur le contenu du livre de leur patron, François Michelin *Et pourquoi pas ?*, mettre l'écrit à l'épreuve du réel, comme le dit Jocelyne Lemaire-Darnaud, la réalisatrice. Ce n'est pas un documentaire austère qui sort de cette longue enquête, tout au contraire : un film original, tonique, ludique qui se joue des paroles. Ainsi, par un effet de truquage les ouvriers entrent dans l'usine en reculant, alors qu'on entend chanter Souchon : « On avance on avance... ».

Le groupe Michelin publiait en communication interne du 9 novembre 2001 une information : « À propos de la sortie d'un film d'art et d'essai *Paroles de Bibs...* qui fait intervenir 23 salariés Michelin et leur demande de commenter des extraits du livre de François Michelin *Et pourquoi pas ?...* qui sera diffusé à partir du 28 novembre 2001... » pour conclure que dans « l'immédiat Michelin ne souhait(ait) pas s'exprimer dans la presse sur ce film partisan. »

C'est en effet le film d'un parti pris : « Il faut avoir des parti pris dans l'existence », dit Jocelyne Lemaire-Darnaud. « Ce qui est curieux quand beaucoup de journalistes veulent l'objectivité ! L'objectivité n'existe pas et sous couvert d'objectivité, on cache des monstruosité. Pour moi, c'était vraiment un film de parti pris, j'avais envie,

vérité, que sa vérité, c'était une séduction. Ce qu'on a compris quand on dit qu'il faut respecter l'autre et qu'on découvre qu'il ne le respecte pas... S'il le dit, c'est pour séduire, et que sur cette séduction il a assis son pouvoir, donc elle était fondatrice.

H. H. : C'est un homme qui a très peu parlé dans la presse, dans les médias, à travers ce livre il nous fait prendre des vessies pour des lanternes.

J. L.-D. : Avant de faire un documentaire, il faut trouver l'argent : j'ai déposé des dossiers à la Scam, à l'aide à l'écriture, en vain. Pour la diffusion, j'ai contacté Arte, en juin 99. Réponse : ça ne nous intéresse pas, c'est un film militant. Ce à quoi j'ai répondu : c'est bizarre, les patrons écrivent des livres, parlent toujours, s'adressent à nous à travers l'économie. Quand ils parlent, ils font de l'économie, et je veux laisser la parole en réponse aux ouvriers et vous me dites que c'est militant ! Le droit à la parole n'est-il pas égal pour tous ? Un patron parle et on ne parle pas de militantisme, alors qu'ils en

vraiment envie qu'on entende ces gens. Pas mal de personnes m'ont demandé pourquoi je ne suis pas allée voir M. François Michelin. Je pense qu'il aurait refusé de parler dans mon film, mais je me suis quand même posé la question. Non, je ne voulais pas lui offrir une nouvelle tribune, car ces gens-là, les grands capitaines d'industrie comme ils se nomment, ont toujours la parole. Ce sont eux qui envahissent notre vie, par leur publicité, par leurs produits y compris les produits qu'on ne demande pas et qu'on nous oblige de consommer... »

La passion pour le monde ouvrier, en particulier pour ceux dont on ne voit pas le travail, était déjà à l'origine d'un documentaire sur les techniciens d'entretien de la tour Eiffel : « Voyage au centre de la Tour » (au Cinéma du Réel en 1999). Avec un ardeur juvénile rare, la réalisatrice défend sa position. Elle aime le monde du travail : « J'aime ces gens là, dans ce milieu du travail, il y a encore du respect, de la morale », elle y voit la meilleure façon de répondre à cette soi-disant morale des grands patrons.

Paroles de Bibs transmet la voix des ouvriers de base, donne l'écho des manœuvres entreprises, des secrets de fabrication jusqu'à la machine du futur qui cracherait des pneus tout prêts comme des petits pains.

Heike Hurst



leurs sont les noirs, les blancs, les gris. Cette parole que je viens de recueillir, les gens qui faisaient des documentaires dans les années soixante, recueillaient déjà la même parole, la même souffrance, les mêmes choses, donc, on se rend compte qu'on est au même point. Ça me permettait de dire, ça se passe aujourd'hui, mais qu'on puisse avoir le doute en écoutant ce que disent certains, de se demander, mais non, c'était bien aujourd'hui et ce

font du militantisme pour leurs affaires et on veut donner la parole aux ouvriers et, là, ça serait presque sacrilège.

H. H. : Venons-en à la structure du film. Vous alternez des passages en noir et blanc avec des passages en couleurs (surtout les extérieurs) pourquoi ?

J. L.-D. : Je viens de l'univers de la photo, j'aime beaucoup la photo noir et blanc, qui me semble être beaucoup plus profonde. On a beaucoup plus d'émotions quand la couleur n'est pas présente, quand les seules cou-

la nuit. Mais pour plus de productivité, Michelin a décidé de faire tourner tout le monde. C'est vraiment un avilissement de l'homme. Vivre en 3/8, c'est quelque chose de compliqué. C'est une chose que je veux dire car malheureusement encore beaucoup de gens vivent les 3/8, quand, au niveau de l'Europe on a réussi à faire voter la loi du travail de nuit pour les femmes, sous prétexte d'égalité, ça me fait frémir. Comme disait un ouvrier de chez Michelin : « Je pense au petit bébé qui sera dans le ventre de sa mère et qui ne comprendra rien si sa mère travaille la nuit. » On est dans une société, comme dit un gars, qui « fait des pneus, on ne fait pas des yaourts », qu'on fasse des pneus, qu'on fasse des yaourts, rien ne nécessite ce qui se passe : on nous met tout sur le dos : un mec comme Michelin dit : « C'est le client, le client c'est lui le vrai patron de l'entreprise. » Si moi je suis le client, que dit Michelin je dis : Arrêtez tout ça : les yaourts, je peux les attendre, je n'oblige personne de faire la nuit, je n'oblige pas les ouvriers de chez Michelin à faire des pneus la nuit. Je pense qu'il faudrait revoir les conditions de travail dans l'industrie.

H. H. : Parlez-nous de votre ambition de réalisatrice : les interviews, si extraordinaires soient-ils ne font pas encore un film. Comment avez-vous procédé ?

J. L.-D. : Petit à petit, ça s'est dessiné dans ma tête : je voulais poser la caméra et ne plus la bouger. Contrairement à ce qui se fait au cinéma du réel où l'on suit les gens, j'avais envie de dire voilà : j'allume la caméra : « Vous travaillez chez Michelin, qu'est ce que vous avez à me raconter sur votre réel ? » La deuxième phrase que j'avais retenue... La vérité dont je parlais, je me disais : qu'est ce que je peux opposer à la vérité d'un grand patron ? Il y a qu'une chose que je peux opposer, c'est la réalité. Pour que la réalité s'installe, il faut que les gens aient la parole, il faut un procédé simple : la parole qui jaillit, il fallait la recueillir. Très rapidement des thèmes qui se sont révélés : le thème de la difficulté au travail, de la souffrance au travail, de la fatigue, des mauvaises conditions, de la chaleur, du froid, du chronométrage... Il fallait donc installer d'abord cette parole-là de façon à ce qu'on comprenne qui étaient les gens qui allaient aborder le livre de François Michelin. Ensuite apparaissent les phrases du livre directement sur l'écran et en parallèle à ces phrases, les ouvriers s'expriment. C'est une partie du film : en même temps, il y a à l'intérieur du corps du film des ouvriers qui s'emparent du livre qui commencent à lire et qui le commentent.

L'anarchisme aujourd'hui, de Québec à Paris

SAMEDI 10 novembre, Normand Baillargeon, militant anarchiste de Montréal, était venu présenter son livre, *L'Ordre moins le pouvoir*, à La Maroquinerie. Il était accompagné par son éditeur, qui a rappelé que la version anglaise du titre était *Anarchisme* (ce mot ferait-il peur

aux français ?). Normand n'a pas voulu faire un historique de l'anarchisme (ce qu'on trouve dans *L'Ordre moins le pouvoir*) mais a préféré dresser un état de la société actuelle. Partant du principe qu'il est primordial de connaître le monde dans lequel on vit pour le combattre efficacement et tenter de le

transformer, il a insisté sur les changements qu'a subis la société depuis la Seconde Guerre mondiale. Il observe que la libéralisation des flux de capitaux s'accompagne d'un contrôle de plus en plus puissant des individus, qui empêche toute démocratie véritable. Il s'attarde sur le rôle des industries de relations publiques (aux États-Unis, elles rassemblent

plus de monde que le journalisme), qui ont pour but de façonner l'opinion publique : nous vivons dans un monde dans lequel la publicité remplace la communication.

Et il conclut que la première tâche des anarchistes est de lutter contre les institutions qui contrôlent le discours. À nous d'expliquer « l'horreur du monde », qui en général n'est pas comprise, et ensuite de proposer une alternative au capitalisme, c'est-à-dire de « présenter des visions claires, intellectuellement crédibles et moralement attirantes », qui permettent d'aller au-delà de la critique. Normand a lui-même proposé un « modèle » d'économie libertaire, « l'économie participative »... Vous en saurez plus en lisant son dernier livre, *Les chiens ont soif*. Le débat avec la salle, déjà largement acquise à ces idées, a été bref, mais agréablement accompagné de dessins de Charb.

Les deux livres de Normand Baillargeon sont en vente à Publico. Vous pouvez aussi les trouver à la bibliothèque La Rue.

– Normand Baillargeon, *L'Ordre moins le pouvoir – Histoire et actualité de l'anarchisme*, Agone, 2001

– *Les chiens ont soif, critiques et propositions libertaires*, Agone (collection Contre-Feux) à paraître très prochainement.

Caroline

groupe Claaaaaash, FA Paris

Le socialisme des intellectuels

QUI se souvient de Jan Makhaiski, cet obscur révolutionnaire polonais qui, de retour en Russie après février 1917, accueillit d'abord favorablement le coup d'État bolchevique d'octobre 1917, avant de réagir très vite contre la timidité du nouveau pouvoir à s'attaquer à l'expropriation complète de la bourgeoisie et contre le mûlage progressif de la classe ouvrière ? Ironie amère du peuple « soviétique » décrivant ainsi ses rapports avec le parti bolchevique dès le début des années 20 : la terre est « à nous », et le blé est « à eux » ; Bakou est « à nous » et le pétrole est « à eux », les usines sont « à nous » et ce qu'elles produisent « à eux ».

Alexandre Skirda, son « découvreur » français, nous propose ici, dans une version augmentée et accompagnée d'une postface bibliographique par rapport à la première édition (Points Seuil) de 1979, une anthologie représentant le tiers de son œuvre écrite entre 1898 et 1918. Makhaiski n'y va pas par quatre chemins : le socialisme des intellectuels est un système idéologique initialement des plus nobles puisqu'il se propose d'éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire

le pouvoir des capitalistes propriétaires des moyens de production, pour y substituer la classe ouvrière porteuse du progrès social, et prélude à l'avènement d'une société libre de producteurs. Mais pour mener à bien une telle mission, il convient de s'appuyer sur une avant-garde de professionnels compétents, des « capitalistes du savoir », capables d'assumer les fonctions de direction et de gestion pendant la période de transition... dont ils sont les seuls à même d'apprécier la durée. On assiste ainsi tout simplement à la substitution de l'ancienne bourgeoisie blanche par une nouvelle bourgeoisie rouge, d'autant plus assurée de sa pérennité qu'agissant pour le compte de la classe ouvrière, sa remise en cause serait une remise en cause de la révolution elle-même...

Foin des « spécialistes », l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Jean-Jacques Gandini

Jan Vaclav Makhaiski (textes choisis, traduits et présentés par Alexandre Skirda), aux Éditions de Paris-Max Chaleil, 2001, 130 p., 130 F.



Faits d'hiver

Qui a cassé le vase de Soisson ?

LUNDI 26 novembre 2001, des perquisitions ont été effectuées et des documents saisis dans les directions de plusieurs ministères français et des organismes liés au nucléaire, dans le cadre d'une enquête sur les conséquences en France du passage du nuage radioactif de Tchernobyl. En charge du dossier, la juge Marie-Odile Bertella-Geoffroy étudie l'attitude des pouvoirs publics pendant cette crise de 1986, pour déterminer

d'éventuelles responsabilités pénales. Histoire de ne pas loupier le train de cette impensable effervescence judiciaire qui n'en finit plus de se lâcher en osant inculper le général Aussarres de « complicité d'apologie de crimes de guerre » alors qu'il a reconnu (et écrit) être l'auteur de tortures et d'assassinats pendant la guerre d'Algérie, je voudrais lancer ici un vibrant appel aux descendants de ce brave « piou-piou » franc qui, en 486, osa s'opposer à Clovis et le paya de sa vie un an plus tard, ainsi qu'aux innombrables « cœurs purs » du militantisme citoyen au royaume de la « démocratie » bourgeoise, pour, qu'ensemble, nous nous constituions partie civile afin qu'une enquête soit ouverte pour savoir qui a cassé le vase de Soisson. Comme aimait à le dire le regretté président Mao : « Le réformisme est une longue marche. »

Chaucre, le 27 novembre 2001

Jean-Marc Raynaud

Crise de foi

Touche pas au grisbi !

L'ÉGLISE catholique de France est inquiète, elle l'a fait savoir par tous les moyens possibles et inimaginables. Elle en a parlé dans sa presse, aux infos télévisuelles, à la radio, elle a tiré des milliers d'affiches et tracts qui se trouveront dans toutes les églises de France et dans toutes les institutions et associations religieuses... Mais que se passe-t-il ? Pourquoi tant de ramdam, pour dénoncer la guerre en Afghanistan ? Non... Pour alerter les pouvoirs publics sur le sort des plus pauvres à l'approche de l'hiver ? Non... C'est bien plus grave... C'est à cause du passage à l'euro. En effet, les fidèles jusqu'ici donnaient en général une pièce de 10 F à la sortie de la messe. Or si il ne donnent plus qu'un euro (6,55 F), cela fera une perte de 3 F multiplié par le nombre de donateurs cela fait des millions de francs en moins... Aussi, l'Église veut sensibiliser l'opinion publique sur cette tragédie. En bon capitaliste, l'Église demande à ses fidèles de donner 2 euros (soit 13 F), en « oubliant » de préciser que cela lui fera gagner plus de fric. À défaut de multiplier les pains comme Jésus, l'Église aime à multiplier les bénéficiaires... Mais cela va-t-il marcher ? Est-ce que les fidèles donneront deux euros ? Bien des curés doivent en ce moment prier dans la sacristie en se demandant « ma petite entreprise connaîtra-t-elle la crise ? »

Régis Boussières

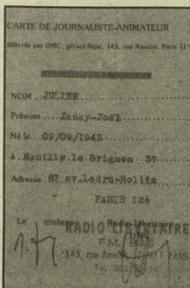
groupe Kronstadt, Lyon



Soirée d'hommage à Julien

SERONT PRÉSENTS AU FORUM Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry, le jeudi 13 décembre à 20 heures : Sapho,

Jean Guidoni, Alain Aurenche, Annick Cisaruk, Vincent Absil, Louis Capart, David Légitimus et Renn Lee, Christophe Briaud, Josette Kalifa, Christian Paccoud, Allain Leprest, Gabriel Yacoub, Jean-Luc Debattice, Hamou Chebed, Benjamin Legrand, Wladimir Anselme, Marie-Thérèse Orain, Mouron, Christian Pierron, Agnès Bihl, et d'autres encore...



Le numéro 3 de l'Émancipé vient de sortir

Au sommaire

- Que penser des attentats aux USA ?
- Bouddhisme et pédophilie
- Chasse aux gays en terre musulmane, les lois des talibans, que la laïcité soit, nom de Dieu !
- Nouvelles du monde entier...

Vous pouvez commander ce numéro pour 4 euros (25 F), port compris, chèque à l'ordre de Régis Boussières, à l'adresse suivante : Régis Boussières, 15, avenue de la Gare, 69580 Sathonay-Camp.

Vie du mouvement

Toulouse

Danger de mort permanent

QUELQUES milliers de personnes se sont retrouvés le samedi 1^{er} décembre, place du Capitole au terme d'une semaine d'animations et d'informations organisée par le collectif « Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs » autour de la catastrophe d'AZF. Il s'agissait de signifier aux décideurs de tous horizons que la population toulousaine n'est pas disposée à se laisser endormir par des débats encadrés et orchestrés par l'État et ses représentants.

Débatte de la reprise de l'activité du pôle chimique toulousain est en effet ahurissant lorsque la DRIRE (Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement) publie le 27 novembre un rapport traitant des périmètres de dangers mortels occasionnés par les gaz toxiques fabriqués par AZF, la SNPE et sa filiale Tolochimie. Les milliers de tonnes d'ammoniac, de phosgène et autres produits dangereux fabriqués, stockés et manipulés au sud de la ville sont susceptibles d'engendrer en cas de fuite des effets mortels sur les habitants dans un rayon d'au moins dix kilomètres autour du site qui a explosé le 21 septembre dernier ! (Les modèles de simulation utilisés ne permettent pas d'évaluer ce qui se passerait au delà...)

Tout ça nous montre que quand on veut évaluer les risques, on peut le faire, tout ça nous montre aussi que l'État, les pouvoirs publics, les industriels, les élus sont responsables d'avoir collectivement minimisé l'évaluation de ces risques et d'avoir maintenu la population dans l'ignorance.

Tout ça nous montre qu'à Toulouse et ailleurs il va falloir se battre pour mettre un grand coup d'arrêt à cette de logique de profit qui met en permanence nos vies en danger.

Partout il faut faire éclater la réalité au grand jour : le prix de nos vies est inversement proportionnel au profit des industriels !

Il faut lutter partout pour en finir avec la barbarie politico-économique, c'est tout simplement une question de vie... ou de mort.

Toulouse le 1^{er} décembre 2001

Groupe Albert Camus

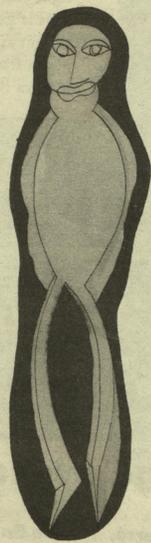
Gentioux 2001

ENCORE une année de plus, encore un 11 novembre supplémentaire passé à Gentioux. Les anarchistes n'y ont jamais été aussi nombreux que cette année avec le renfort notamment de membres du groupe Bakounine de Charente-Maritime de la Fédération anarchiste. Quelques organisations nouvelles ont pu s'exprimer également : la LDH, la Chorale alternative de Limoges...

Après les speeches, nous nous sommes retrouvés dans la salle de la mairie de La Villedieu (la salle polyvalente de Gentioux étant déjà prise par les chasseurs à la bécasse) pour partager nos casse-croûtes et nos idées. Les débats furent difficiles à structurer, mais la FA Creuse a pu prendre de nombreux contacts avec des anarchistes isolés dans le département et prêts à se mobiliser pour des actions futures. Télé-Millevaches (la télé locale) nous a demandé une interview et notre table de presse a eu un succès relatif.

À Gentioux comme ailleurs, nous n'aurons cessé de dénoncer le militarisme étatique, les capitalistes marchands de canons et tous les patriotismes. Certainement à l'année prochaine.

Alayn Dropsy
FA Creuse



J. G.

Bêtisier

« La communication politique est l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique à travers les sondages. »

Dominique Volton,
Internet et après ? (p. 219).

Le Méliès à Montreuil Une lutte autogestionnaire sans vote et sans reproche !

ÉTONNANT combat que celui mené par les Montreuillois(e)s pour le maintien de leur cinéma en tant que structure associative (*Le Monde libertaire* du 15 au 21 novembre 2001). Du jamais vu dans cette commune. En un mois, les acteurs de ce mouvement auront redonné aux mots « citoyen » et « politique » leurs valeurs essentielles.

Fin octobre, des adhérents de l'AMC - l'Association montreuilloise du cinéma Le Méliès -, le PS et les Verts prennent l'initiative de créer un collectif de soutien pour

que le cinéma reste géré par une association contre la décision du maire qui veut le placer sous régie municipale. Des montreuillois, la LCR et les libertaires

(FA, AL et la CNT) rejoignent le collectif. Une intervention est décidée au conseil municipal du 6 novembre. Intervention préparée et décidée collectivement, chacun, chacune ayant soin de respecter et les décisions et les modalités d'actions. Résultat : le conseil municipal est transformé en Assemblée citoyenne, la parole étant donnée à toutes celles et ceux qui voulaient bien la prendre face au premier magistrat de la ville mortifié, visiblement peu habitué à ce type de démocratie en direct !

Nouvelle réunion du collectif, au lendemain de cette intervention et nouvelles actions décidées : manifestation dans les rues de la ville samedi 24 novembre et interpellation de la ministre de la Culture mercredi 28 novembre dans le cadre de l'inauguration du Salon du livre de la jeunesse. Résultats : des centaines de manifestants dans les rues de Montreuil et une interpellation en personne de la ministre.

Ces initiatives réussies sont aussi le résultat de pratiques peu lisibles pour ceux, extérieurs au mouvement qui se demandent encore pourquoi un tel écho, un tel mouvement à propos d'un cinéma ? Pratiques pourtant chères aux libertaires : paroles libres, décisions prises à l'unanimité, respect intransigeant et réalisations de ces mêmes décisions. Et surtout autogestion

par les membres du collectif, tous acteurs-décideurs des initiatives à prendre et à mener, en fonction de nos « compétences », goûts et disponibilités. Un tel soumettra un projet de tract, un autre écrira des chansons pour les manifs, un autre encore fera Charlot pour remettre les premières pétitions, « Moi, je peux me procurer des rotos pour une pétition géante », « Et moi, je veux bien m'occuper de la collecte d'argent ». Une telle prendra en charge le site Internet et fera circuler l'info, une autre se procurera un mégaphone, une autre encore se propose pour faire les banderoles, une telle s'occupera des journaux à contacter. La liste est longue de toutes les initiatives proposées et réalisées et réussies à tout coup, par des



responsables parce que... responsabilisés. Nul dérapage, ceux qui s'engagent tiennent parole. Mieux, nul spécialiste : pour interpellier la ministre, nous avions décidé d'intervenir individuellement, au nom du collectif, au gré des occasions à saisir... par tout un chacun. Chacun s'est senti fondé à interpellier la ministre. Celles (eh oui, il n'y eut que des dames !) qui l'ont « senti », l'ont fait !

Cette lutte est enthousiasmante du point de vue des pratiques, avec AG décisionnelles, respect des décisions, circulation de l'info, circulation de la parole et créativité débridée ! C'est salutaire avant les élections, qui, n'en doutons pas, remettront tout le monde dans le droit chemin... de l'urne et de la délégation de pouvoir. Adieu manifs, chansons, prises de parole et débats passionnés ! À moins que d'autres, contaminés par l'autogestion, nous rejoignent nombreux pour les autres luttes qui nous attendent à Montreuil. Resteront les pratiques autogestionnaires, le Méliès « associatif » et l'avenir à décider ensemble, à Montreuil !

Nada

groupe FA de Montreuil

Sans-papiers : mobilisation réussie

LE 24 novembre, à Paris, la manifestation nationale des sans-papiers a rassemblé plus de 2000 personnes. Venus nombreux, les sans-papiers rassemblaient à eux tout seuls la quasi-totalité de la manif : on dénombrait environ 300 soutiens, le reste se composant uniquement des demandeurs et demandeuses d'asile et des sans-papiers. La manifestation, qui partait de la place de Clichy s'est déroulée dans une ambiance de lutte et de revendications, aux cris de « Des papiers pour tous ». Les gens étaient venus d'un peu partout, la plupart avaient un tract les présentant et annonçant leurs prochaines actions. Nous avons pu en voir des différents collectifs de Paris et des environs, des gens de Lille, de Roubaix, de Lyon...

Le dimanche s'est tenue une réunion de la coordination nationale des sans-papiers. Cette coordination tente de se réactiver car de plus en plus, les sans-papiers sortent au grand jour pour revendiquer leurs droits. Pour exemple, dans la région Rhône-Alpes et aux alentours, une coordination régionale est en train de se monter qui regroupe Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Marseille et Valence.

Plusieurs propositions d'actions sont sorties de cette réunion du 25 novembre : une nouvelle manifestation nationale est prévue pour le 9 février. Une marche des sans-papiers doit avoir lieu au mois de mars au départ de Marseille afin d'arriver à Paris pour le premier tour des élections. La coordination nationale est appelée à se réunir de nouveau et chaque

collectif est invité à y envoyer un représentant.

La lutte qui s'organise au niveau national est un grand pas pour tous les sans-papiers. Cela ne doit pas faire oublier toutes les difficultés liées à l'organisation de la lutte au niveau local. Aujourd'hui, les soutiens manquent toujours cruellement, et le risque de tomber d'un combat politique, revendiquant des papiers pour tous, à un combat humanitaire, dans le style « Donnons-leur un toit et un sandwich » existe véritablement avec l'hiver qui s'installe. Nous appelons encore et toujours les gens et les associations à se mobiliser pour que chacun et chacune aujourd'hui ait le droit de vivre décemment où il le souhaite.

Gaëlle et Franck, Lyon